



Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

Rapport

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi
du Conseil d'Etat établissant le budget administratif de l'Etat de
Genève pour l'exercice 2026 (LBu-2026) (D 3 70)**

Rapport de majorité de Laurent Seydoux (page 5)

Rapport de première minorité de François Baertschi (page 69)

Rapport de deuxième minorité de Pierre Eckert (page 71)

Rapport de troisième minorité de Matthieu Jotterand (page 74)

Projet de loi (13792-A)

établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2026 (LBu-2026) (D 3 70)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu les articles 69, 96, 97, 108, 152, 154 et 156 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 ;
vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013,
décrète ce qui suit :

Art. 1 Perception des impôts

Le Conseil d'Etat perçoit les impôts conformément aux lois en vigueur.

Art. 2 Budget

Le budget de l'Etat de Genève pour 2026 est annexé à la présente loi.

Art. 3 Fonctionnement

¹ Les charges s'élèvent à 11 328,7 millions de francs et les revenus à 10 729,2 millions de francs, hors imputations internes et subventions à redistribuer.

² L'excédent de charges s'élève à 599,4 millions de francs.

³ Le résultat intermédiaire avant amortissement de la réserve budgétaire prévue par l'article 6A de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013, s'élève à -554,2 millions de francs.

Art. 4 Investissements

¹ Les dépenses d'investissement sont arrêtées à 871,4 millions de francs et les recettes à 26,3 millions de francs, hors prêts du patrimoine administratif.

² Les investissements nets s'élèvent à 845,1 millions de francs.

³ Les dépenses relatives aux prêts du patrimoine administratif sont arrêtées à 19,6 millions de francs et les recettes à 14,1 millions de francs.

Art. 5 Emprunts

¹ Pour assurer l'exécution du budget, le Conseil d'Etat est autorisé à émettre des emprunts, au nom de l'Etat de Genève.

² Le Conseil d'Etat peut, en outre, renouveler les emprunts venant à échéance ou remboursés par anticipation.

Art. 6 Garantie de l'Etat

¹ Le taux de rémunération des engagements de pied de bilan de l'Etat est fixé pour l'année 2026 comme suit :

Transports publics genevois (TPG)	0,125%
HES-SO Genève	0,125%
Rentes genevoises	0,081%
Palexpo SA	0,125%
Fondation pour l'expression associative	0,125%
Groupement local de coopération transfrontalière pour l'exploitation du téléphérique du Salève	0,125%
Maison de retraite du Petit-Saconnex	0,125%
Caisse publique de prêts sur gages	0,125%
Fondation pour les terrains industriels de Genève	0,125%
Fondation Praille-Acacias-Vernets	0,125%

² La liste des engagements ci-dessus peut évoluer en cours d'exercice en fonction des engagements décidés par le Conseil d'Etat et/ou le Grand Conseil.

Projet de budget 2026 bis

	Projet de budget 2026 bis	Budget 2025	Compte 2024
en millions			
Fonctionnement			
Revenus (hors imputations internes et subventions à redistribuer)	10'729.2	10'636.1	10'999.6
Charges (hors imputations internes et subventions à redistribuer)	11'328.7	10'891.8	10'999.6
Dont amortissement de la réserve budgétaire prévüe par l'art. 6A de la LGAF	45.2	61.1	641.5
Excédent de charges (art.3 al.2 LBU-2026bis)	-599.4	-255.7	0.0
Résultat intermédiaire avant amortissement de la réserve budgétaire (art.3 al.3 LBU- 2026bis)	-554.2	-194.6	641.5

Investissement			
Recettes	26.3	39.6	23.7
Dépenses	871.4	755.6	659.7
Investissements nets	845.1	716.0	636.0

Il s'agit des investissements hors prêts du patrimoine administratif et hors cessions d'actifs.

Investissement (Prêts du patrimoine administratif)			
Recettes	14.1	6.2	7.6
Dépenses	19.6	15.6	6.8
Prêts du patrimoine administratif nets	5.4	9.4	-0.8

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Laurent Seydoux

La commission des finances a traité cet objet à deux reprises lors de ses séances des 22 avril et 20 mai 2026 sous la présidence de M^{me} Emilie Fernandez.

Les procès-verbaux ont été pris par M. Aurèle Dupuis. La commission a été assistée dans ses travaux par les représentants du département des finances, notamment par M. Yves Fornallaz, directeur du budget, M. Pierre Béguet, directeur général des finances, M. David Miceli, économètre, M. André Vuichard, directeur, et M^{me} Adriana Jost, directrice de la trésorerie. M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, était toujours présente tout au long des auditions et des débats.

M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique, a également assisté la commission dans ses travaux.

Que toutes ces personnes soient remerciées du soutien apporté à la commission.

Synthèse des présentations du projet de budget 2026 bis

Présenté par M. Yves Fornallaz (directeur du budget) et M^{me} Nathalie Fontanet (conseillère d'Etat), ce budget révisé affiche un déficit de 599,4 millions de francs. Les charges de fonctionnement s'élèvent à 11 328,7 millions (+4%) tandis que les revenus atteignent 10 729,2 millions (+0,9%). Le déficit dépasse largement le seuil admissible fixé par l'article 68 de la LGAF, qui est de -233 millions. Par rapport à la version de septembre 2025, les charges augmentent de 88 millions (en raison du gel du transfert de charges aux communes) et les revenus diminuent de 102 millions.

Péréquation financière intercantonale (RPT) : M. Pierre Béguet (directeur général des finances) a exposé qu'en 2026, Genève devient le premier canton contributeur de Suisse en termes de ressources avec une charge de 543 millions de francs (+129 millions par rapport à 2025), devant Zurich et Zoug. En contrepartie, Genève est aussi le premier bénéficiaire de la compensation des charges excessives liées aux facteurs socio-démographiques (168 millions). Au niveau du solde net, Genève se positionne comme le 3^e contributeur net national. Le facteur de pondération « delta » de 75% sur les

frontaliers, qui atténue l'assiette fiscale genevoise, est actuellement contesté par d'autres cantons (notamment le Tessin).

Revenus fiscaux : M. David Miceli (économètre) a indiqué que les revenus fiscaux pour le projet de budget 2026 bis sont estimés à 8825 millions de francs, soit une baisse de 37 millions par rapport au budget 2025. Cette diminution s'explique notamment par l'entrée en vigueur de deux lois fiscales en 2025 : la LEFI (estimations fiscales de certains immeubles, -119 millions) et la loi 13402 sur le pouvoir d'achat (-388 millions). M. Miceli a rappelé la forte concentration fiscale à Genève, où 1% des contribuables représentent 91,6% de l'impôt cantonal sur le bénéfice des personnes morales.

Charges de personnel et postes : M. André Vuichard (directeur de l'OPE) a présenté une croissance des effectifs de +231,8 ETP (+1,2%) par rapport au budget 2025, portant le grand Etat à environ 50 000 ETP. Les charges de personnel (nature 30) progressent de 28 millions pour atteindre une variation nette de +17 millions après intégration des crédits supplémentaires. Cette hausse intègre le coût des nouveaux postes, mais est atténuée par le blocage de l'annuité pour 2026 et l'effet Noria (-31,9 millions).

Investissements et dette : Les investissements nets s'établissent à 845 millions de francs (+129 millions par rapport au budget 2025). La dette moyenne est évaluée à 10,2 milliards de francs. La direction de la trésorerie relève que, malgré la volatilité des marchés, les conditions de refinancement restent favorables pour Genève (taux entre 0,80% et 0,90% à 10 ans).

Synthèse des positions des groupes politiques

Mouvement Citoyens Genevois (MCG) : *Favorable à l'entrée en matière (avec amendements).* Le groupe refuse un rejet expéditif et estime que le recours aux douzièmes provisoires n'est pas une solution satisfaisante. Les députés dénoncent fermement le blocage des annuités de la fonction publique proposé par le Conseil d'Etat, qualifiant cette mesure d'irrespectueuse. Le MCG a déposé un amendement visant à rétablir intégralement l'annuité pour défendre les acquis salariaux.

Parti socialiste (S) : *Favorable à l'entrée en matière (avec amendements).* Le groupe soutient l'amendement du MCG sur les annuités et salue le travail des fonctionnaires. Les députés soulignent que la dette reste raisonnable et que la hausse des charges se concentre sur des domaines essentiels et contraints (santé, vieillissement, gratuité des transports pour les jeunes). Ils imputent le déficit aux baisses d'impôts successives (lois LEFI et pouvoir d'achat) qui ont privé l'Etat de 400 à 500 millions de recettes, fragilisant les prestations publiques.

Les Vert.e.s (Ve) : *Favorable à l'entrée en matière (avec amendements).* Fidèle à sa position sur le projet initial, le groupe estime qu'il relève du rôle des députés d'étudier le texte et de proposer des modifications. Les Vert.e.s soutiennent également l'amendement du MCG. Ils expriment de fortes inquiétudes face à la réduction des volumes d'investissements, jugés cruciaux pour le financement de la transition énergétique.

Parti Libéral-Radical (PLR) : *Opposé à l'entrée en matière.* Le groupe estime que ce projet de budget bis ne présente pas de différences notoires avec la version initiale. Le PLR demande au Conseil d'Etat de s'appuyer sur le rapport d'experts du groupe de M. Zuin pour entreprendre de véritables réformes structurelles, rejoignant les propositions formulées par le parti depuis plusieurs années.

Le Centre (LC) : *Opposé à l'entrée en matière.* Le groupe motive son refus par l'ampleur du déficit affiché (-599 millions de francs), constatant que le texte dépasse de 367 millions le plafond du déficit admissible. Face à un tel écart avec les cibles légales, le groupe juge nécessaire de rejeter le texte d'emblée.

Union Démocratique du Centre (UDC) : *Opposé à l'entrée en matière.* Le groupe déplore l'absence de mesures structurelles de fond de la part du Conseil d'Etat. L'UDC préconise l'application des réformes issues du rapport de l'équipe de M. Zuin et refuse de cautionner le budget en l'état.

Libertés et Justice sociale (LJS) : *Opposé à l'entrée en matière.* Qualifiant ce texte de projet de budget « ter », le groupe considère qu'il reste trop similaire au précédent budget déjà rejeté par le parlement et refuse par conséquent d'entrer en matière.

Position de la majorité

La majorité de la commission, réunissant les forces de la droite et du centre (PLR, Le Centre, UDC, LJS), a refusé d'entrer en matière sur le projet de loi. Le motif principal du rejet repose sur l'ampleur du déficit budgétaire, jugé hors de contrôle et non conforme aux exigences de la LGAF, ainsi que sur l'absence de réformes structurelles jugées indispensables par ces groupes.

En conclusion, la majorité de la commission des finances invite formellement le Grand Conseil à suivre son préavis et à rejeter le projet de budget 2026 bis.

Auditions et prises de position détaillées du projet de budget 2026 bis

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et de M. Yves Fornallaz, directeur du budget DGFE/DF

M. Fornallaz se charge de présenter la synthèse du PB 2026 bis. Il rappelle en préambule que différentes présentations suivront : revenus fiscaux, charges de personnel et postes, péréquation financière intercantonale (RPT) et dette. Il dit qu'on retrouve ces éléments dans le tome 1 du projet de budget 2026 bis. Il ajoute que ce projet de budget 26 bis présente un déficit de 599 millions, la croissance des charges de fonctionnement atteint 437 millions (4%), celle des revenus de fonctionnement s'élève à 93 millions (0,9%). Le déficit admissible selon l'article 68 LGAF est à -233 millions. Concernant l'amortissement de la réserve budgétaire, on note une diminution dans le temps : pour les comptes 25, on se situe à 111 millions, pour le budget 2025, 61 millions, et pour le projet de budget 26 bis, 45 millions. M. Fornallaz présente ensuite la variation des charges par catégorie du projet de budget 26 bis par rapport au budget 25 : les principales croissances sont composées des charges contraintes et mécaniques (en cumulant ces deux catégories, on arrive à une augmentation de 362 millions). Sur la variation des charges par politique publique au projet de budget 26 bis par rapport au budget 25, M. Fornallaz résume les raisons des augmentations : pour la B, on retrouve l'augmentation des charges de l'OCSIN et de l'OCBA ; pour la C, l'augmentation est liée aux charges contraintes (subventions aux personnes physiques) ; pour la F, la croissance des charges s'explique par le coût des postes, mais aussi par les moyens supplémentaires pour la protection des mineurs et pour l'éducation spécialisée ; pour la H, il y a les coûts liés à la protection des frontières à l'aéroport (il précise que ceci est une nouvelle charge) ; pour la I, on retrouve toute la partie liée aux charges mécaniques ; pour la K, il y a les prestations stationnaires et hospitalières ; enfin, pour la politique publique M, la hausse des charges est principalement liée à l'augmentation de la subvention TPG.

Dans une perspective globale, M. Fornallaz dit qu'environ deux tiers des charges sont utilisés par trois politiques publiques (C Cohésion sociale, F Formation et K Santé). Il ajoute que la plupart de ces charges sont stables dans le temps. Sur dix ans, la seule politique publique qui présente une augmentation dans sa proportion, c'est la cohésion sociale, les autres sont stables. M. Fornallaz présente ensuite un graphique portant sur le total des subventions et distinguant subventions aux personnes physiques et subventions aux entités et autres transferts. Sur la répartition des revenus par politique publique, on note une forte contribution de la politique publique I Impôts et finances (à hauteur de 89%). M. Fornallaz dit que ce taux est relativement stable.

M. Fornallaz propose ensuite une comparaison entre le projet de budget 26 présenté en septembre 2025 et le projet de budget 2026 bis. Il y a une augmentation des charges de 88 millions de francs entre les deux projets de budget. Cette hausse est principalement liée au gel du projet de loi portant sur le transfert de charges aux communes pour la péréquation intercantonale. Concernant les revenus, il y a une baisse de 102 millions entre le projet de budget 2026 bis et le projet de budget 2026 (première version).

M. Fornallaz aborde ensuite la variation du résultat du projet de budget 2026 publié en septembre et du résultat du projet de budget 2026 bis. Il y a notamment une variation des estimations fiscales (−154 millions), une variation liée au gel de la mesure « Participation des communes à la RPT » (−109 millions) et une variation au niveau des revenus de la BNS (+78 millions).

Pour répondre aux questions des députées et députés lors de la présentation du projet de budget 26 bis par le Conseil d'Etat, M. Fornallaz présente une comparaison entre le projet de budget 2026 bis et les comptes 2025. Il précise qu'il faut considérer ces chiffres avec une certaine prudence. Pour cette comparaison, on voit qu'entre les comptes 2025 et le projet de budget 2026 bis, les charges augmentent de 329 millions et les revenus diminuent de 270 millions. Par nature, concernant cette variation, on note différents écarts : sur la nature 30 charges de personnel, il y a un écart positif de 67 millions. M. Fornallaz explique ce chiffre à l'aide de deux éléments : la non-utilisation de certains budgets en 2025 et les coûts inscrits dans le projet de budget 2026 bis. Il aborde ensuite le même procédé comparatif cette fois-ci pour les revenus : il y a par exemple un écart négatif de 157 millions pour les revenus fiscaux. M. Fornallaz traite ensuite de cette comparaison par politique publique : on note entre autres une augmentation concernant les politiques publiques C (liée aux subventions) ou F (protection des mineurs et charges de personnel).

Péréquation financière intercantonale (RPT)

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et de M. Pierre Béguet, directeur général des finances, DF

En préambule, M. Béguet dit qu'il va traiter aujourd'hui de la péréquation financière pour l'exercice 2026. Il indique que la péréquation financière repose sur deux éléments principaux : la péréquation des ressources (une charge de 543 millions pour le canton) et la compensation des charges (168 millions reçus par le canton). Chose particulière, il dit que Genève est le premier receveur et le premier contributeur en 2026. Il y a deux autres instruments de

la péréquation financière, ceux-ci sont mineurs : la compensation des cas de rigueur et les contributions complémentaires, en lien avec la réforme fiscale et du financement de l'AVS (RFFA).

M. Béguet avance que Genève – qui était classé troisième auparavant – devient en 2026 le premier canton contributeur. Le montant de la participation financière s'élève à 543 millions. Le deuxième canton est Zurich, suivi par Zoug, Schwytz, Bâle-Ville et Nidwald. Le canton qui reçoit le plus est Berne, avec 1,5 milliard de francs. M. Béguet fait observer donc que Genève passe devant Zurich et Zoug entre 2025 et 2026. Pour ce qui est de la contribution financière, Genève contribue à hauteur de 543 millions, Zurich 503 millions, Zoug 469 millions puis Schwytz (269 millions) et Bâle-Ville (213 millions).

Concernant le calcul de la péréquation financière, M. Béguet rappelle qu'il se fait par rapport aux années $n-4$ à $n-6$. Pour 2026, les années de calcul sont les suivantes : 2020, 2021, 2022. Pour ce qui est de 2027, l'année 2023 sera également prise en compte ; il dit ici que cette année 2023 a été prospère pour le canton. M. Béguet dit que la contribution à la péréquation des ressources intercantionales représente une charge de 543 millions pour le canton de Genève en 2026, un chiffre en augmentation de 129 millions en comparaison à 2025. M. Béguet reprend ensuite un point soulevé par un député (Ve) concernant les revenus des frontaliers. Il dit que les revenus déterminants pour l'imposition à la source sont inclus dans l'assiette fiscale agrégée. Il ajoute que le revenu déterminant pour l'imposition à la source est calculé sur la base du relevé annuel des salaires bruts des personnes physiques. En 2012, suite à une demande de certains cantons frontaliers (Tessin, Bâle-Ville et Genève), un facteur de pondération « delta » fut introduit. Ce facteur permet de réduire la prise en compte de ces revenus de 100% à 75%. Il précise que ce taux (75%) est le résultat d'un compromis politique, et non d'un calcul objectif. En outre, M. Béguet dit qu'il y a une compensation des charges excessives, cette compensation est financée par la Confédération. Ces charges excessives peuvent être liées soit à des facteurs géo-topographiques, soit socio-démographiques. Pour le premier facteur, les Grisons et le Valais sont des receveurs significatifs. Pour le second, ce sont Genève et Zurich. Pour ce qui est de Genève, il y a une compensation des charges excessives liées aux facteurs socio-démographiques à hauteur de 168 millions en 2026. M. Béguet poursuit : Genève est le premier canton bénéficiaire de la compensation des charges en 2026 devant les Grisons (145 millions liés au facteur géo-topographique), Vaud (123 millions) et Zurich (120 millions).

M. Béguet aborde ensuite le graphique de la diapositive 76 qui traite des paiements nets par canon, donc ce que l'on verse moins ce que l'on reçoit. En prenant en compte ceci, l'image est différente. Le premier contributeur net à la

péréquation est Zoug. Genève est en troisième position (3^e contributeur net). Concernant les paiements nets par habitant, les premiers cantons contributeurs sont Zoug, Schwytz, Nidwald et Bâle-Ville. Genève est en 5^e position. Toujours par habitant, M. Béguet dit que les cantons qui reçoivent le plus sont le Valais, le Jura, Uri, Glaris et Fribourg. Il propose ensuite une projection, qui sera actualisée en septembre 2026. Les paiements nets du canton de Genève devraient augmenter jusqu'en 2029 : les chiffres ici sont sujets à la prudence et seront forcément actualisés. M. Béguet aborde finalement l'évolution des montants compensatoires (diapositive 81). Il dit que les mesures temporaires et la compensation des charges sont stables dans le temps. Ce qui augmente fortement, c'est la péréquation des ressources (ceci est lié à une hausse des disparités entre cantons).

M^{me} Fontanet répond à la question d'une députée (PLR) sur le facteur « delta » que le Tessin souhaite réintroduire, qu'il a été décidé récemment de mettre en œuvre une modification portant sur la prise en compte des revenus des frontaliers : cette décision est en défaveur de Genève. D'autres cantons (essentiellement le Tessin) sont impactés positivement par cette décision. Le Conseil fédéral doit se positionner sur à quel moment cette modification va entrer en vigueur, soit lors du prochain rapport d'efficacité sur la péréquation (tous les 4 ans), soit avant (dès 2027). La demande de Genève fut celle-ci : tant qu'il n'y a pas d'unanimité des cantons, pas de modification avant le prochain rapport d'efficacité. M^{me} Fontanet précise ici que Genève pourra à ce moment faire valoir différents intérêts.

Au regard des résultats 2025, un député (LJS) se demande quelles sont les pistes à creuser pour assainir l'impact sur la situation financière future notamment par le biais de la création d'une provision ou réserve transitoire, puisqu'il s'agit de sommes à devoir.

M^{me} Fontanet rappelle que les comptes 2025 étaient effectivement positifs, mais seulement à hauteur de 50 millions. Elle dit qu'on peut uniquement faire une provision lorsqu'il y a des excédents. Elle ajoute qu'il est possible de se poser la question d'une provision sur ces 50 millions, mais pas sur autre chose.

M. Béguet propose de recevoir la Cour des comptes afin d'évoquer ces questions. En outre, il propose également de préciser ces aspects ultérieurement si besoin.

M. Béguet répond à la question d'un député (MCG) que c'est effectivement la base légale au niveau fédéral (une loi et une ordonnance). Il dit que chaque année, il y a des évolutions, positives ou négatives.

Le député (MCG) demande si sur Genève l'entier de l'argent des frontaliers est pris en compte. Il veut savoir ce qu'il en est de la rétrocession dans le calcul.

M. Béguet répond qu'on parle ici de l'assiette fiscale uniquement et que la rétrocession n'est pas concernée.

Un député (Ve) revient sur les 75% (facteur de pondération « delta ») : il demande si on compte seulement 75% de ce qui est reçu à la source.

M. Béguet confirme. Il dit qu'on prend l'assiette fiscale (le montant imposable) divisée par la population. Comme les frontaliers ne résident pas dans le canton, il faut corriger ce biais, ces 75% viennent abaisser l'assiette fiscale des frontaliers.

Revenus fiscaux

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et de M. David Miceli, économètre AFC, DF

M. Miceli dit qu'il va présenter les revenus fiscaux, en se basant notamment sur l'évaluation faite en janvier de l'année 2026, lors du bouclage des comptes 2025. Il présente dans un premier temps le sommaire de sa présentation (diapositive 21). Il ajoute que la dernière situation fiscale suffisamment connue est celle de l'année 2024. Il y a aujourd'hui davantage de fiabilité sur le point de départ. M. Miceli dit que les hypothèses de croissance ont été formulées en janvier 2026. Pour chacun des impôts (périodiques), différentes sources sont utilisées dans l'optique de formuler ces hypothèses. Pour les impôts non périodiques, il n'y a pas de modèle pour estimer, mais on procède à une observation du passé pour en tirer des tendances.

Concernant les ajustements méthodologiques, M. Miceli dit qu'on procède à une estimation à 100% des impôts périodiques dans les comptes, car ils sont encore inconnus au moment du bouclage. La conséquence de ceci est une nécessité de réévaluer les impôts les années suivantes. Il précise que, ces derniers temps, l'écart entre les deux estimations (appelé le correctif d'estimation) a souvent été important dans les comptes. Il a fallu donc procéder à des ajustements. Actuellement, le correctif d'estimation se situe à +208 millions pour le projet de budget 2026 bis. Un autre ajustement a été mis en place portant sur les personnes morales. Chose importante à prendre en compte, il y a une tendance récurrente des entreprises à sous-estimer leurs bénéfices futurs. Pour corriger ce biais, M. Miceli dit qu'un facteur correctif a été mis en place. Ce dernier est de +131 millions de francs dans le projet de budget 2026 bis.

M. Miceli présente ensuite les lois entrées en vigueur en 2025. Il y a la loi 13030 sur les estimations fiscales de certains immeubles (LEFI), qui impacte trois impôts différents. L'impact total de la LEFI est évalué à

–119 millions de francs pour le projet de budget 2026 bis. Il dit qu'il y a aussi la loi 13402 qui vise à renforcer le pouvoir d'achat et les recettes fiscales ; l'impact ici est évalué à –388 millions de francs, toujours pour le projet de budget 2026 bis. Pour chaque impôt, M. Miceli explique ensuite à la commission de quelle manière on détermine le montant inscrit dans le budget. Il traite d'abord des personnes physiques. Avec la base de calcul 2024 et les hypothèses, il est possible de déterminer l'impôt 2026 ; d'autres éléments sont ensuite pris en compte (correctifs d'estimation, l'impact des deux lois : L 13030 et L 13402). Pour l'impôt à la source, M. Miceli dit qu'on exploite la perception 2025, on prend en compte différentes hypothèses pour établir l'impôt 2026. Suite à ceci interviennent alors des correctifs d'estimation et finalement l'impact de la L 13402 est pris en compte.

Pour les personnes morales, M. Miceli dit que la base de calcul est l'impôt 2024. Les hypothèses de variation du bénéfice ont été formulées en début 2026. Il aborde différents secteurs : pour le commerce de gros, il y a une baisse (–26,3% entre 24 et 25, –9,7% entre 25 et 26) ; pour les autres branches, il y a aussi une baisse, qui est toutefois moins marquée. On ajoute à ceci les hypothèses de variation du capital, puis les correctifs d'estimation sont pris en compte et, au final, une correction du biais du panel.

M. Miceli aborde ensuite la part cantonale à l'impôt fédéral direct : l'estimation se fait sur l'impôt 2024 (base de calcul). Les hypothèses de variation du revenu sont identiques à celles de l'impôt cantonal, on intègre également les hypothèses de variation du bénéfice pour ensuite déterminer l'impôt 2026. Les correctifs d'estimation sont ensuite pris en compte, ce à quoi on ajoute la correction du biais de panel. Ceci fait, il est possible de se pencher sur l'évolution des revenus fiscaux : pour le projet de budget 2026 bis, on se situe à un total de 8825 millions. Il y a un écart de –37 millions avec le budget 2025 (qui se situe à 8861 millions). Pour l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques et pour l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales, on observe un phénomène inverse pour l'année 2025.

M. Miceli dit que la baisse de –37 millions de francs des revenus fiscaux entre le budget 2025 et le projet de budget 2026 bis peut être expliquée de différentes manières. Le premier élément, c'est la réévaluation des impôts périodiques, ce à quoi il faut ajouter la réévaluation des impôts non périodiques et les ajustements méthodologiques.

M. Miceli présente ensuite un autre modèle de comparaison, cette fois-ci, il s'agit de comparer le projet de budget 2026 bis aux comptes 2025. Il y a –203 millions de différence entre le projet de budget 2026 bis (8825 millions) et les comptes 2025 (9028 millions) pour les revenus fiscaux. Il y a différents facteurs explicatifs portant sur cet écart de –203 millions de francs. Entre

autres, M. Miceli mentionne les correctifs d'estimation très importants dans les comptes 2025 et les montants extraordinaires dans les comptes 2025 pour certains impôts non périodiques. Pour la diapositive 43, il dit qu'au fil du temps qui passe, les estimations s'affinent. Par exemple, pour le projet de budget 2026 bis, on se situe à un écart de +100 millions de francs.

M. Miceli ajoute ceci : il y a toutefois plusieurs risques et incertitudes dans ces calculs. Il dit qu'on sait qu'à Genève, les revenus fiscaux dépendent d'un faible nombre de contribuables. Il y a donc une forte incertitude liée aux fluctuations économiques ou géopolitiques. M. Miceli dit qu'il est donc difficile de prévoir les revenus fiscaux à moyen et long terme. Dans ce cadre, les modèles utilisés sont en permanence remis en question et améliorés.

A Genève, M. Miceli dit que l'impôt est fortement concentré. Il illustre son propos de cette manière : le 1% des contribuables avec l'impôt le plus élevé représentent 91,6% de l'impôt cantonal sur le bénéfice. Pour les personnes morales, on observe une concentration de l'impôt dans trois secteurs importants de l'économie genevoise : le commerce de gros, l'horlogerie et les activités financières/assurances. Depuis 2020, la part de ces trois branches dépasse les $\frac{2}{3}$ de l'impôt cantonal sur le bénéfice. Concernant le nombre d'entreprises les plus importantes représentant le 50% de l'impôt cantonal sur le bénéfice (diapositive 48), on observe que ce nombre a diminué à partir de 2020 (abolition des statuts) ; ainsi, on passe d'environ 50 entreprises à une vingtaine, ce qui illustre une accentuation du risque. En outre, entre 2022 et 2025, ce chiffre a encore diminué pour atteindre environ une dizaine d'entreprises. M. Miceli dit que ceci illustre la hausse du risque.

Concernant le bouclier fiscal, un député (S) demande une actualisation des données sur le fonctionnement. Il pose aussi la question suivante : si un contribuable qui bénéficie de ce bouclier a une fortune qui augmente et des revenus stables, est-ce que le fait que la fortune augmente aura une incidence sur le paiement de l'impôt ou est-ce que ce contribuable est protégé fiscalement à ce niveau ?

M^{me} Fontanet rappelle que le bouclier fiscal vise à ce que le total de l'imposition ne dépasse pas 71%, il concerne donc également des petits propriétaires, qui sont concernés par l'impôt sur la fortune, mais ont des revenus assez bas comparativement. Elle dit que le bouclier fiscal ne concerne pas uniquement les très riches.

Concernant le cas théorique proposé, M. Miceli répond qu'il est difficile d'apporter des éléments sur un cas particulier et que cela dépend de nombreux paramètres. Il dit toutefois que, de façon générale, un contribuable qui a un

revenu égal et qui bénéficie du bouclier fiscal n'aurait probablement pas dans cette situation de changement significatif en termes de paiement de l'impôt.

Un député (S) revient sur le bouclier fiscal : il souhaite savoir comment celui-ci a été introduit, et quels étaient les critères et les sources d'inspiration pour déterminer les 1%.

M. Miceli répond que le bouclier fiscal – lors de son introduction à Genève – existait déjà dans d'autres cantons. Le canton de Genève s'est donc inspiré de ce qui se faisait ailleurs en Suisse concernant ce bouclier fiscal.

En se basant sur les dernières années et sur l'évolution des fortunes, le député (S) demande si ce bouclier fiscal est aujourd'hui adapté à la réalité. Il aimerait également savoir quel est le rendement des grosses fortunes d'une année à l'autre.

M. Miceli dit qu'il y a certaines fortunes qui ne génèrent pas systématiquement du rendement (par exemple lorsqu'il n'y a pas chaque année une distribution de dividendes). Parfois, en cas de rendement faible, en lieu et place du rendement réel de la fortune (lorsqu'on n'atteint pas le 1% de la fortune imposable), on doit considérer le 1%.

A propos du bouclier fiscal, un député (LJS) pose une question sur un cas théorique : il demande si le 1% concernant la fortune est minimum et obligatoire, peu importe quels sont les revenus de la personne en question. Il dit que, dans une telle situation, une personne peut être amenée à payer en impôt largement plus que ce qu'elle peut avoir comme revenu.

M^{me} Fontanet confirme que le 1% en question est effectivement un minimum.

Charges de personnel et postes

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et de M. André Vuichard, directeur OPE, DF

M. Vuichard présente aux commissaires la partie portant sur les charges de personnel et postes. Il débute avec la présentation des charges de personnel (en francs). Sur la nature 30, il dit qu'il y a une variation de +28 millions de francs (0,9%) entre le projet de budget 2026 bis et le budget 2025. En ajoutant ici les crédits supplémentaires votés en 2025, les charges de personnel progressent de +17 millions (0,6%) par rapport au budget 2025.

M. Vuichard affirme que ces différences sont en lien avec différents éléments. Il évoque d'abord des variations d'ETP, des coûts induits en 2026, des nouveaux postes 2025 (+24,2 millions), des ETP 2025 votés en crédits supplémentaires (+12 millions), des autres postes 2026, des effectifs d'élèves

et financés (+12,8 millions). Il y a d'autres facteurs de variation, au niveau des charges salariales transversales ; il fait observer les éléments suivants : effet induit de l'annuité 2025 (+8,9 millions), les modifications légales AVS et évaluations fonctions (+2,1 millions), caisses de pensions gérées par l'Etat (+0,5 million). M. Vuichard dit que ces dernières augmentations sont compensées par des baisses de charges ou des mesures d'économie : effet Noria (−31,9 millions) et taux LAA et LAMat (−0,9 million).

M. Vuichard traite ensuite des mécanismes salariaux portant sur les natures 30 et 36. Il dit qu'ils sont constitués de l'annuité (bloquée pour l'année 2026), de l'effet Noria et de l'indexation (à 0% dans l'attente du taux définitif). Il fait un rappel de l'historique des mécanismes salariaux, il dit qu'il n'y a pas de changement sur ce qui avait été présenté en septembre 2025. Il présente ensuite un graphique qui résume les principales variations entre le budget 2025 et le projet de budget 2026 bis ; il mentionne notamment les coûts induits des nouveaux postes (+24,2 millions) et l'effet Noria (−31,9 millions), deux éléments importants. Concernant les variations par politique publique, M. Vuichard dit que les principales bénéficiaires sont les B, F, L et J.

M. Vuichard passe à la partie portant sur les charges de personnel et postes (en ETP). Il dit que le projet de budget 2026 bis présente une croissance des postes de +231,8 ETP (+1,2%) par rapport au budget 2025. Cette croissance correspond à la décomposition suivante : les crédits supplémentaires 2025 adoptés (92,1 ETP, principalement au DIP), l'augmentation des effectifs des élèves (68,8 ETP), les postes financés (71,8 ETP). Par rapport au projet de budget 2026 (version initiale), il y a 53,1 ETP de moins dans le projet de budget 2026 bis et les charges en francs sont quasiment inchangées suite à des mouvements qui se compensent.

M. Vuichard fait distribuer aux membres de la commission le tableau intitulé *Valorisation des nouveaux postes 2026 par département et programme*. Ce tableau détaille les 231,8 ETP nouveaux. Il dit que certains de ces ETP supplémentaires ont été votés par la commission des finances, d'autres pas. Par politique publique, il fait observer une progression de celles-ci : B, F, H, J, L. M. Vuichard présente ensuite les chiffres portant sur la répartition des effectifs par département, puis ce qui relève des différentes typologies de contrat (permanents, agents spécialisés, auxiliaires). Il évoque ensuite les chiffres concernant les différentes catégories (magistrats, personnel administratif, technique et logistique, personnel enseignant, personnel uniforme). M. Vuichard termine sa présentation en évoquant le grand Etat : il traite ici des entités contrôlées ainsi que des entités subventionnées (EMS, HES).

Un député (LC) demande le nombre total de fonctionnaires pour le grand Etat. Il se réfère notamment à un article récent de la *Tribune de Genève* où le chiffre de 80 000 personnes a été articulé.

M. Vuichard rappelle que les périmètres sont variables, selon qui on prend en compte ou pas. En ETP, on se situe à 50 000 environ. En personnes, on se situe à 60 000 environ. Il estime que le chiffre de 80 000 est trop élevé.

Investissements

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et de M. Yves Fornallaz, directeur du budget DGFE/DF

M. Fornallaz se charge de présenter la partie relative aux investissements. Il dit que les variations sont peu nombreuses par rapport au projet initial. Dans le projet de budget 2026 bis, les investissements nets s'établissent à 845 millions de francs ; il y a un écart de +129 millions par rapport au budget 2025. Il fait observer que le niveau des investissements a tendance à augmenter depuis 2024. M. Fornallaz dit qu'il y a deux modifications apportées par le projet de budget 2026 bis ; l'acquisition du bâtiment CV2 pour le compte de l'UNIGE (+35 millions) et la suppression de projets sans bases légales en force à fin mars 2026 (−20 millions). Il ajoute que le projet de budget 2026 bis est constitué de 99% de crédits d'investissements votés ; le reste, ce sont des PL déposés au Grand Conseil et des projets non déposés au Grand Conseil. Il dit que la mobilité (M), la formation (F), les états-majors et prestations transversales (B) ainsi que la santé (K) représentent 70% des dépenses. Au total, les dépenses s'élèvent à 871 millions de francs. Il traite ensuite des 10 principaux projets inscrits au projet de budget 2026 bis ; ces 10 projets d'investissement représentent 38% des dépenses planifiées pour 2026, soit 330 millions sur 871 millions.

Dettes et intérêts de la dette

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et de M^{me} Adriana Jost, directrice de la trésorerie DGFE, DF

M^{me} Jost présente la partie portant sur la dette dans le cadre de ce projet de budget 2026 bis. Elle analyse dans un premier temps le graphique sur l'évolution de la dette moyenne. Elle dit que la dette moyenne pour le projet de budget 2026 bis est à 10,2 milliards, le coût de la dette est en baisse depuis 2020. Pour les échéances importantes en 2026, M^{me} Jost se réfère aux emprunts qui doivent être soit remboursés, soit refinancés en 2026. Le montant total de ces emprunts – qui sont au nombre de 4 et sont essentiellement publics – est de 675 millions, un peu en dessous de la moyenne des dernières années

(800 millions par an). Concernant la stratégie en matière de gestion de la dette, M^{me} Jost affirme que l'objectif de taux en 2026 est à un maximum de 1%. Elle dit que les objectifs de structure et de stabilisation sont reconduits.

M^{me} Jost répond à la question d'un député (LC) sur les perspectives financières que le marché reste volatil et que les taux fluctuent. Par contre, pour un émetteur comme le canton de Genève – qui est public et de qualité – les feux sont au vert malgré ce contexte qui est difficile.

M^{me} Jost répond à la question d'un député (LJS) sur le niveau des taux en disant que cela dépend des durées. Pour une durée de 10 ans, on est entre 0,80 et 0,90%. Sur des durées plus longues, on dépasse les 1%.

M^{me} Fontanet répond aux questions d'un député (Ve) que les violences domestiques ne sont pas intégrées, car le projet de budget bis avait été fait avant. Par contre, elle affirme que le département a pris note de ceci et que ce sujet sera traité prochainement. Pour Concorde, M^{me} Fontanet indique que ceci a été intégré, mais que partiellement, avec montée en puissance.

Prises de position des groupes

Un député (MCG) dit que le groupe MCG est opposé à un refus expéditif du projet de budget 2026 bis. Tout d'abord, car cela ne correspond pas à l'esprit de la loi, mais, surtout, car les douzièmes provisoires ne sont pas satisfaisants. Il dit que le groupe MCG veut entrer en matière pour apporter des modifications au projet de budget 2026 bis. Il s'agit ici de faire le travail des députés. Il ajoute qu'il est insupportable de refuser les annuités comme le prévoit le Conseil d'Etat : c'est irrespectueux de la fonction publique et cela n'est pas conforme à la parole donnée. Le MCG a toujours été opposé aux mécanismes surnois qui mettent en cause l'annuité et les autres mécanismes salariaux. Le député (MCG) dit que le MCG est favorable à la défense des acquis salariaux, aussi bien dans le privé que dans le public. Le MCG propose donc un amendement rétablissant intégralement l'annuité. Il précise qu'il a déposé cet amendement auprès de la commission pour qu'il puisse figurer dans le rapport.

Le député (MCG) estime qu'il faut se souvenir de ces dernières années avec des budgets largement déficitaires qui débouchaient sur de confortables excédents au moment des comptes. Pour l'année 2025 qui affichait une perte prévisible dépassant les 200 millions, il dit qu'on se retrouve avec un excédent de 50 millions. Il ne faut pas oublier les 480 millions de francs versés chaque année à la France, et la hausse continue des centaines de millions de francs que Genève doit verser aux autres cantons. Il rappelle que la pression des frontaliers permis G sur le marché de l'emploi local engendre de la précarité.

Il y a aussi une présence abusive de frontaliers permis G qui sont employés par l'Etat dans des postes administratifs. Le député (MCG) dit que ce n'est pas aux habitants de Genève de se serrer la ceinture, ce canton étant déjà celui où les habitants disposent des revenus les moins élevés, comme le montre clairement une étude de 2021 publiée par une grande banque. Il y a beaucoup à redire sur ce projet de budget 2026 bis et il n'est pas question pour le MCG de l'accepter en l'état. Le MCG souhaite donc entrer en matière afin d'examiner minutieusement ce projet de budget 2026 bis.

Un député (LC) indique que Le Centre va refuser l'entrée en matière. On se situe à -600 millions de francs avec un dépassement de 367 millions au-dessus du déficit admissible. Dans ce contexte, compte tenu du fait qu'on se situe très loin de la cible, il estime qu'il est nécessaire de refuser l'entrée en matière.

Un député (UDC) dit que, depuis 10 ans, l'UDC a proposé des mesures présentes dans le rapport de l'équipe de M. Zuin. Il dit qu'on ne sait pas à ce stade ce que le Conseil d'Etat fera de ce rapport. Il se dit pour le déploiement de vraies mesures structurelles, ce qui n'est pas pris en compte par le Conseil d'Etat. Il précise que son groupe refusera l'entrée en matière sur ce projet de budget 2026 bis.

Un député (Ve) dit que les Vert.e.s étaient prêts à entrer en matière sur le projet de budget initial. Il considère que le rôle des députés est d'examiner ces projets et de proposer des amendements. Sur ce projet de budget bis, il dit que son groupe reste sur la même position. Il dit que ce projet de budget bis ne ressemble pas totalement au premier. Il rappelle que les recettes ont été adaptées. Il dit que les estimations sont pessimistes, ce qui conduit notamment aux mesures présentées aujourd'hui par M. Zuin. La réduction des volumes d'investissements est préoccupante, car il faut continuer à investir, notamment dans la transition énergétique. Il dit que son groupe va entrer en matière sur ce PL 13792 et proposer des amendements. Le député (Ve) ajoute que son groupe soutiendra l'amendement proposé et déposé par le groupe MCG. Il rappelle que le Conseil d'Etat a fait un certain nombre d'arbitrages.

Un député (PLR) dit que le PLR refusera l'entrée en matière. Il ajoute que le Conseil d'Etat a fait son travail et qu'il n'y a pas de différences notoires avec le projet de budget initial. Il indique qu'à présent le Conseil d'Etat doit se prononcer sur les mesures proposées par l'équipe de M. Zuin. Le député (PLR) dit que l'intérêt de ce rapport tient du fait qu'aujourd'hui des experts vont dans le sens de ce qui a été proposé par le PLR depuis un certain nombre d'années. Il dit que la discussion aujourd'hui lors de l'audition de M. Zuin sur les honoraires n'était pas sérieuse. Il ajoute finalement qu'il faut à présent travailler sur de vraies réformes, notamment celles du rapport de M. Zuin.

Un député (LJS) dit que c'est un projet de budget ter et non pas bis. Il n'est pas très différent du dernier budget refusé. Il précise que son groupe refusera l'entrée en matière.

Un député (S) remercie l'ensemble des fonctionnaires qui ont travaillé sur ce projet de budget 2026 bis. C'est effectivement une obligation légale, mais il souhaite souligner qu'un travail important a été fait à ce niveau. Il rappelle que les comptes sont régulièrement plus élevés que ce qui était prévu dans le budget. Il dit qu'il est possible d'utiliser la réserve conjoncturelle. Le député (S) ajoute que la dette moyenne d'environ 10 milliards du canton de Genève est aujourd'hui raisonnable, loin du premier seuil de frein à l'endettement.

Par rapport aux charges, le député (S) dit qu'il y a certes une augmentation des charges contraintes, notamment dans le social, la santé et la mobilité. Il rappelle la mesure portant sur la gratuité des transports pour les jeunes, votée par une majorité du Grand Conseil. Sur les charges sociales, il y a les questions du vieillissement de la population et de la hausse de la précarité. Le député (S) poursuit en disant qu'il y a une montée des inégalités sociales dans ce canton : sur ce point, il rappelle l'augmentation des loyers et la hausse des primes d'assurance-maladie. Il affirme qu'on observe donc une diminution du pouvoir d'achat pour une partie importante de la population. Le député (S) rappelle ensuite que les recettes fiscales ont baissé à cause notamment de la baisse d'impôts ; il y a entre 400 et 500 millions de francs de diminution de recettes fiscales. A ceci s'ajoute la diminution de l'impôt sur la fortune dans le cadre de la LEFI. De ceci, il découle une fragilisation des prestations publiques et des personnes qui en ont besoin. Le député (S) dit que son groupe soutiendra l'amendement du MCG. Il dit que les socialistes sont pour l'entrée en matière de ce projet de budget bis. Il précise que son groupe a une série d'amendements à proposer en cas d'entrée en matière.

Un député (MCG) ajoute finalement que, pour le MCG, il s'agit de défendre les plus pauvres de la population jusqu'aux plus riches, en passant par les fonctionnaires, un élément constitutif de l'Etat.

Vote

1^{er} débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du **PL 13792** :

Pour :	7 (2 Ve, 3 S, 2 MCG)
Contre :	8 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 1 LJS)
Abstentions :	—

L'entrée en matière est refusée.

En conclusion, la majorité de la commission des finances invite formellement le Grand Conseil à suivre son préavis et à rejeter le projet de budget 2026 bis.

Annexes :

Présentation des thèmes transversaux – projet de budget 2026 – deuxième version présentée en mars 2026.

Projet de budget 2026 Deuxième version présentée en mars 2026

Commission des finances

Thèmes transversaux

22 avril 2026



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENÈVE

Département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures
Direction générale des finances de l'Etat

Page 1

Sommaire

1 Synthèse du PB 2026

2 Thèmes transversaux

2.1 Revenus fiscaux

2.2 Charges de personnel et postes

2.3 Péréquation financière inter-cantonale (RPT)

2.4 Dette

3 Projet de budget des investissements (PB)



1.

Synthèse du PB 2026

Page 3

Contenu du tome 1

Le projet de budget de fonctionnement est composé de :

- Exposé des motifs du Conseil d'Etat – Page 3
- Etats financiers prévisionnels présentés selon les normes IPSAS – Page 33
- Détail par politique publique et par programme – Page 83 :
 - les tableaux financiers présentant les charges, les revenus ainsi que les ETP;
 - les projets prioritaires;
 - La justification des principaux écarts par rapport au précédent budget.
 - Les objectifs et les indicateurs
- La liste récapitulative des budgets en francs par politique publique et programme - Page 439
- Les tableaux annexes (natures détaillées et récapitulatifs des effectifs) – Page 501
- Liste des subventions accordées ainsi que les provisions – Page 517

Page 4

Résultat du PB 2026 bis

En millions

	B 2025	PB 2026 bis	Ecart en Millions	en %
Charges de fonctionnement	10'892	11'329	437	4.0%
Revenus de fonctionnement	10'636	10'729	93	0.9%
Résultat	-256	-599		
Déficit admissible selon l'art. 68 LGAF		-233		
Excédent par rapport au déficit admissible		-367		

Page 5

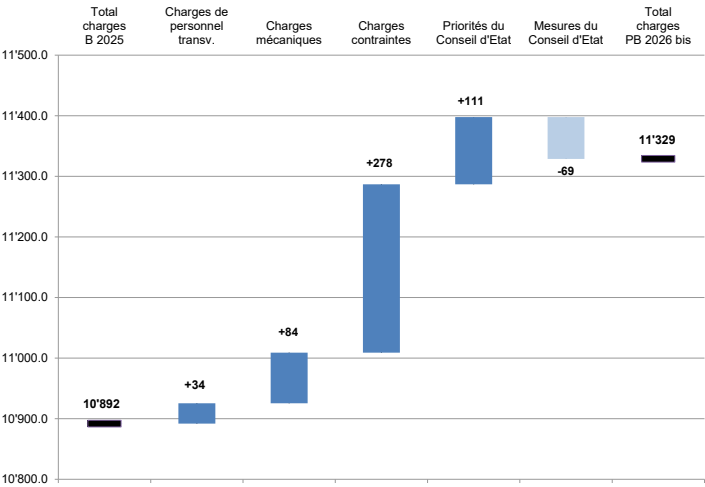
Résultat du PB 2026 bis (en millions)

Conformément, à l'article 6A al. 5 LGAF (Recapitalisation d'une institution de prévoyance de droit public), le projet de loi budgétaire présente un résultat intermédiaire avant amortissement de la réserve budgétaire

Instruments de politique budgétaire	PB 2026 bis	B 2025	C 2025
Résultat intermédiaire	-554	-195	111
Amortissement de la réserve budgétaire	45	61	111
Résultat	-599	-256	0

Page 6

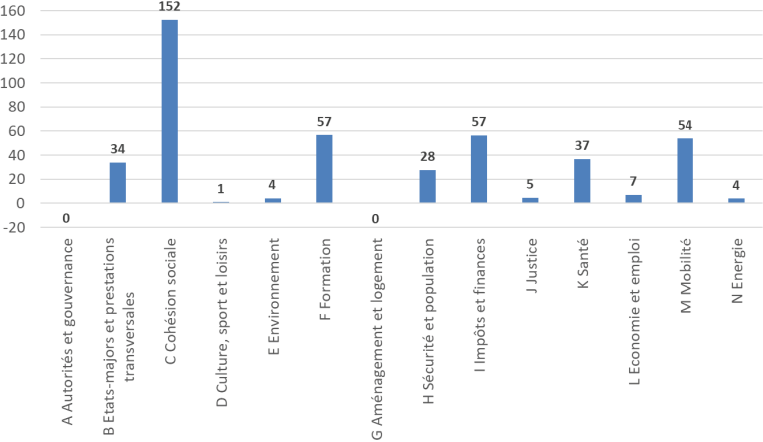
Variation des charges par catégorie par rapport au B 2025 (en millions)



Page 7

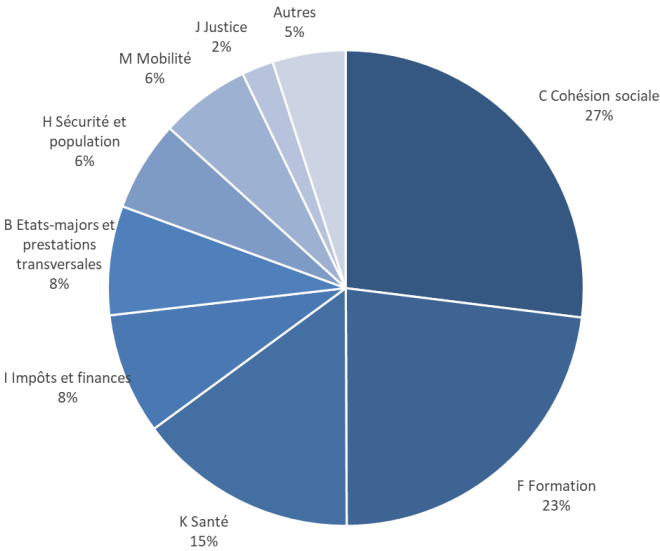
Variation des charges par politique publique au PB 2026-bis par rapport au B 2025 (en millions)

Variation des charges du PB 2026 bis par politique publique par rapport au budget 2025 (en millions)

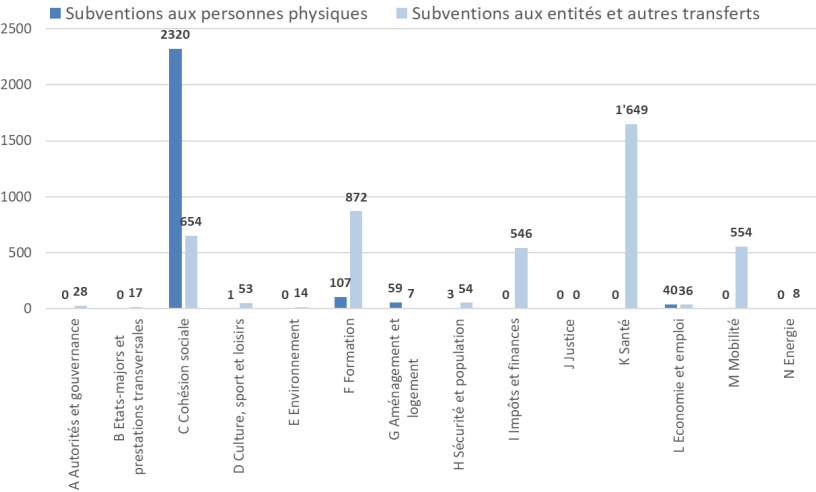


Page 8

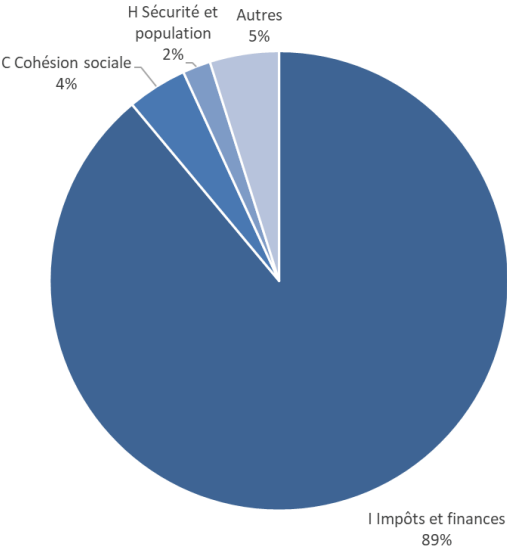
Répartition des charges par politique publique



Subventions par politique publique



Répartition des revenus par politique publique



11

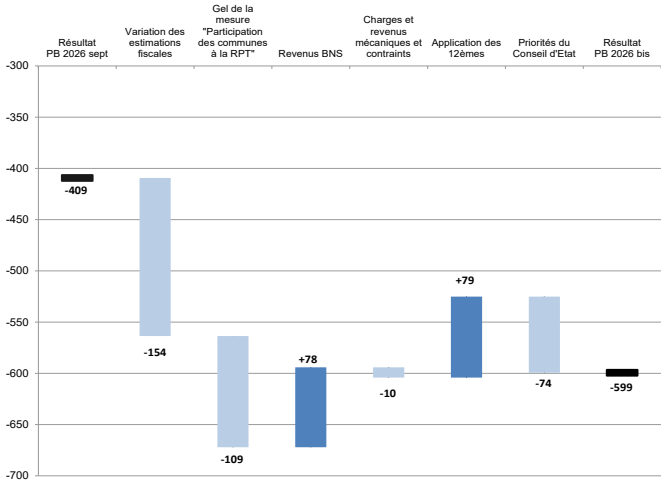
PB 2026bis comparé avec le PB 2026
présenté en septembre 2025

En millions

Comparaison du projet de budget 2026 publié en septembre 2025 et du projet de budget 2026 bis	PB 2026 (sept 25)	PB 2026 bis	Ecart	
			en Millions	en %
Charges de fonctionnement	11'241	11'329	88	0.8%
Revenus de fonctionnement	10'832	10'729	-102	-0.9%
Résultat	-409	-599	-190	

Evolution du résultat du PB 2026 de septembre au PB 2026-bis par catégorie (en millions)

variation du résultat au PB 2026 en millions



Page 13



Comparaison du PB 2026-bis avec le Compte 2025

Page 14

Comparaison entre le PB 2026-bis
et le compte 2025

En millions

Comparaison entre le projet de budget 2026 bis et le compte 2025	PB 2026 bis	Compte 2025	Ecart	
			en Millions	en %
Charges de fonctionnement	11'329	11'000	329	-2.9%
Revenus de fonctionnement	10'729	11'000	-270	2.5%
Résultat	-599		-599	

Page 15

Comparaison des charges par nature
entre le PB 2026-bis et le compte 2025 (en millions)

Charges (en millions)	PB 2026 bis	C 2025	Ecart
30 Charges de personnel	3'027	2'960	67
31 Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	712	703	10
33 Amortissements du patrimoine administratif	378	369	9
34 Charges financières	144	190	-46
36 Charges de transfert	7'022	6'667	356
38 Charges extraordinaires*	45	111	-66
Total charges	11'329	11'000	329

*Amortissement comptable du coût de la recapitalisation des caisses de pension

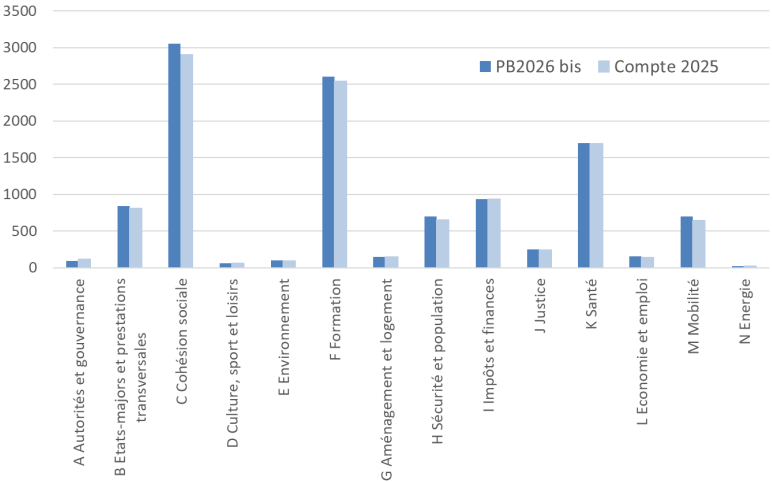
Page 16

Comparaison des revenus par nature entre le PB 2026-bis et le compte 2025 (en millions)

Revenus (en millions)	PB 2026 bis	C 2025	Ecart
40 Revenus fiscaux	7'907	8'064	-157
41 Patentes et concessions	185	175	9
42 Taxes et redevances	544	502	42
43 Revenus divers	76	157	-82
44 Revenus financiers	256	313	-57
46 Revenus de transferts	1'762	1'789	-27
Total revenus	10'729	11'000	-270

Page 17

Comparaison des charges par politique publique entre le PB 2026-bis et le compte 2025



Page 18



2.

Thèmes transversaux

Page 19



2.1

Revenus fiscaux

Page 20

Revenus fiscaux

1. Estimation des impôts périodiques
2. Estimation des impôts non périodiques
3. Ajustements méthodologiques
4. Lois entrées en vigueur en 2025
5. Impôts périodiques dans le PB 2026bis
6. Évolution des revenus fiscaux
7. Risques et incertitudes

Page 21

1. Estimation des impôts périodiques

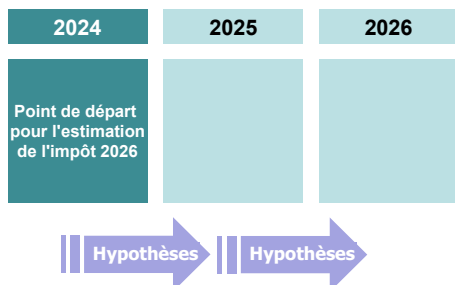
- Impôt cantonal sur le **revenu** des personnes physiques imposées au barème ordinaire (PPIBO).
- Impôt cantonal sur le revenu des personnes physiques imposées à la **source** (IS).
- Impôt cantonal sur la **fortune** des personnes physiques (PP).
- Impôt cantonal sur le **bénéfice** des personnes morales (PM).
- Impôt cantonal sur le **capital** des PM.
- Impôt **immobilier complémentaire** (IIC) (PP + PM).
- Part cantonale à l'**impôt fédéral direct** (IFD) :
 - impôt sur le revenu des PPIBO ;
 - impôt sur le revenu des IS ;
 - impôt sur le bénéfice des PM.

Page 22

1. Estimation des impôts périodiques

Modèle (PP et PM)

- Point de départ pour l'estimation de l'impôt **2026**.
Dernière situation fiscale suffisamment connue : 2024.
- Hypothèses de croissance.



Page 23

1. Estimation des impôts périodiques

Hypothèses de croissance

- Impôt sur le **revenu** des PP :
 - taux de croissance du PIB suisse réel.
Source : Groupe de perspectives économiques (GPE).
- Impôt sur la **fortune** des PP :
 - taux de croissance de la fortune mobilière.
Source : Indicateurs publiés par la Banque nationale suisse (BNS).
 - tendance de long terme.
- Impôt sur le **bénéfice** des PM :
 - taux de croissance du bénéfice.
Source : Questionnaire aux entreprises les plus importantes (panel).
- Impôt sur le **capital** des PM :
 - tendance de long terme.
- Impôt **immobilier complémentaire** (IIC) :
 - tendance de long terme.

Page 24

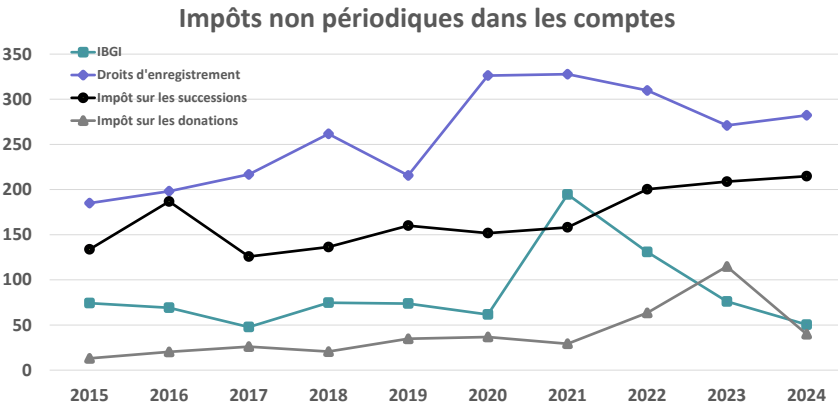
2. Estimation des impôts non périodiques

- Impôt sur les bénéfices et gains immobiliers (IBGI).
- Droits d'enregistrement.
- Impôt sur les successions.
- Impôt sur les donations.

Page 25

2. Estimation des impôts non périodiques

- Observation du passé.
- Recours au calcul de la médiane.



Page 26

3. Ajustements méthodologiques

Anticipation des correctifs d'estimation

Impôts périodiques

- **Estimation à 100%** des impôts périodiques dans les comptes, car ils sont encore **inconnus** au moment du boucllement.
- Nécessité de **réévaluer les impôts les années suivantes** en exploitant les informations contenues dans les déclarations déposées par les contribuables ou dans les taxations.
- Écart entre les deux estimations = **correctif d'estimation**.
- Persistance de **correctifs d'estimation importants** dans les comptes.
- Inscription d'un montant dans le PB 2026bis, déterminé sur une base historique, pour **anticiper** les correctifs d'estimation : **+208** millions de francs.
- Adaptation déjà prise en compte dans les B 2024 et B 2025, à hauteur de **+114** millions et **+169** millions respectivement.

Page 27

3. Ajustements méthodologiques

Correction du biais dans les réponses des PM

- Tendance récurrente des entreprises à **sous-estimer** leurs bénéfices futurs.
- Introduction d'un **facteur correctif**, déterminé sur une base historique, afin de limiter au maximum le biais de sous-estimation.
- Inscription d'un montant de **+131** millions de francs dans le PB 2026bis.
- Adaptation déjà prise en compte dans le B 2025, à hauteur de **+148** millions.

Page 28

4. Lois entrées en vigueur en 2025

- Loi **13030** sur les estimations fiscales de certains immeubles (LEFI) :
 - Impôt sur la fortune des personnes physiques :
 - majoration de **12%** de la valeur fiscale des immeubles qui n'ont pas été réévalués après le 31.12.2014 ;
 - baisse linéaire de **15%** du barème de l'impôt sur la fortune ;
 - impact évalué à **-96** millions de francs dans le PB 2026bis.
 - Impôt immobilier complémentaire :
 - réduction à **0,2%** pour les immeubles constituant la résidence principale ;
 - impact évalué à **-33** millions de francs dans le PB 2026bis.
 - Impôt sur les bénéfices et les gains immobiliers :
 - imposition au taux de **2%** en cas de vente d'un immeuble possédé pendant 25 ans et plus ;
 - impact évalué à **+10** millions de francs dans le PB 2026bis.
 - Impact total de la LEFI évalué à **-119** millions de francs pour le PB 2026bis.

Page 29

4. Lois entrées en vigueur en 2025

- Loi **13402** Renforcer le pouvoir d'achat et les recettes fiscales.
 - Modification du barème de l'impôt sur le revenu en ciblant la classe moyenne :
 - réduction de l'impôt sur le revenu comprise entre **-5,3%** et **-11,4%**
 - Impact évalué à **-388** millions de francs pour le PB 2026bis.

Page 30

5. Impôts périodiques dans le PB 2026bis

Estimation de l'impôt 2026 des PPIBO

- Evaluation de l'impôt 2024 (base de calcul).
- Hypothèses de variation du **revenu** et de la **fortune** :
 - entre 2024 et 2025 – **PIB CH réel : +1,4%** et **BNS** ;
 - entre 2025 et 2026 – **PIB CH réel : +1,2%** et **croissance de long terme**.
- Prise en compte des correctifs d'estimation :
 - **+23** millions de francs.
- Prise en compte de l'impact de la **L 13030** (LEFI) :
 - **-96** millions de francs.
- Prise en compte de l'impact de la **L 13402** (Renforcer le pouvoir d'achat et les recettes fiscales) :
 - **-252** millions de francs

Page 31

5. Impôts périodiques dans le PB 2026bis

Estimation de l'impôt 2026 des IS

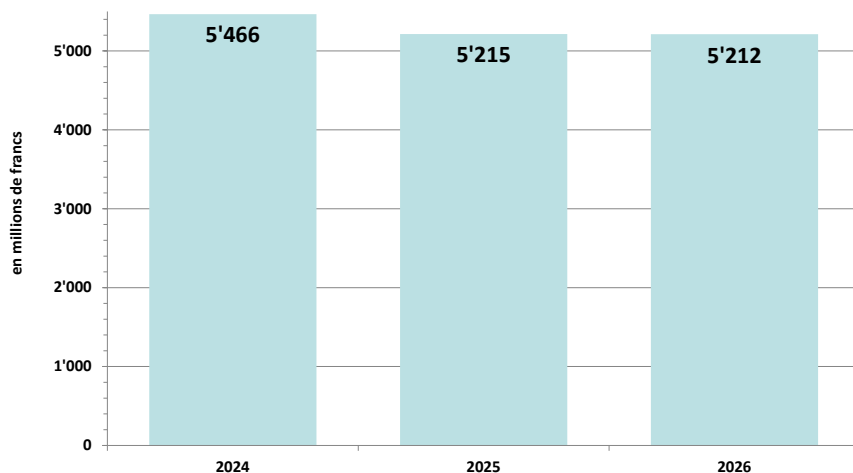
- Prise en compte de la perception 2025.
- Hypothèses sur les rectifications à venir (tendance).
- Hypothèses de croissance de l'impôt :
 - entre 2025 et 2026 – **PIB CH réel : +1,2%**.
- Prise en compte des correctifs d'estimation :
 - **+20** millions de francs.
- Prise en compte de l'impact de la **L 13402** (Renforcer le pouvoir d'achat et les recettes fiscales)
 - **-136** millions de francs.

Page 32

5. Impôts périodiques dans le PB 2026bis

Impôt cantonal sur le revenu et la fortune des PP

■ Estimation dans le cadre du projet de budget 2026 bis (janvier 2026)



Page 33

5. Impôts périodiques dans le PB 2026bis

Estimation de l'impôt 2026 des PM

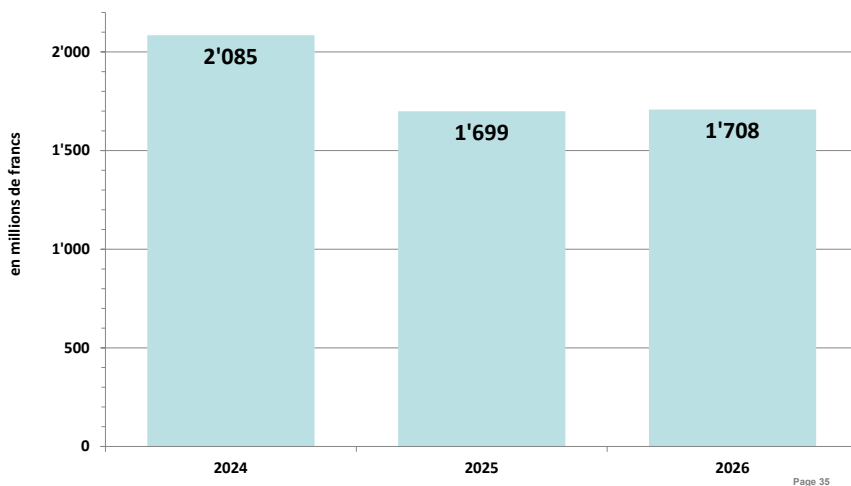
- Evaluation de l'impôt 2024 (base de calcul).
- Hypothèses de variation du bénéfice :
 - **commerce de gros** :
 - entre 2024 et 2025 – **panel de janvier 2026 : -26,3%** ;
 - entre 2025 et 2026 – **panel de janvier 2026 : -9,7%**.
 - **autres branches** :
 - entre 2024 et 2025 – **panel de janvier 2026 : -16,7%** ;
 - entre 2025 et 2026 – **panel de janvier 2026 : -3,4%**.
 - **ensemble des entreprises** :
 - entre 2024 et 2025 – **panel de janvier 2026 : -20,4%** ;
 - entre 2025 et 2026 – **panel de janvier 2026 : -5,6%**.
- Hypothèses de variation du capital :
 - tendance de long terme : **+3,0%**.
- Prise en compte des correctifs d'estimation : **+120** millions de francs.
- Correction du biais du panel : **+88** millions de francs.

Page 34

5. Impôts périodiques dans le PB 2026bis

Impôt cantonal sur le bénéfice et le capital des PM

■ Estimation dans le cadre du projet de budget 2026 bis (janvier 2026)



5. Impôts périodiques dans le PB 2026bis

Estimation de la part cantonale à l'IFD pour 2026

- Evaluation de l'impôt 2024 (base de calcul)
- Hypothèses de variation du revenu identiques à celles de l'impôt cantonal
- Hypothèses de variation du bénéfice :
 - entre 2024 et 2025 – **panel de janvier 2026 : -22,7%** ;
 - entre 2025 et 2026 – **panel de janvier 2026 : -3,6%**.
- Prise en compte des correctifs d'estimation
 - **+43** millions de francs
- Correction du biais du panel
 - **+43** millions de francs

6. Evolution des revenus fiscaux

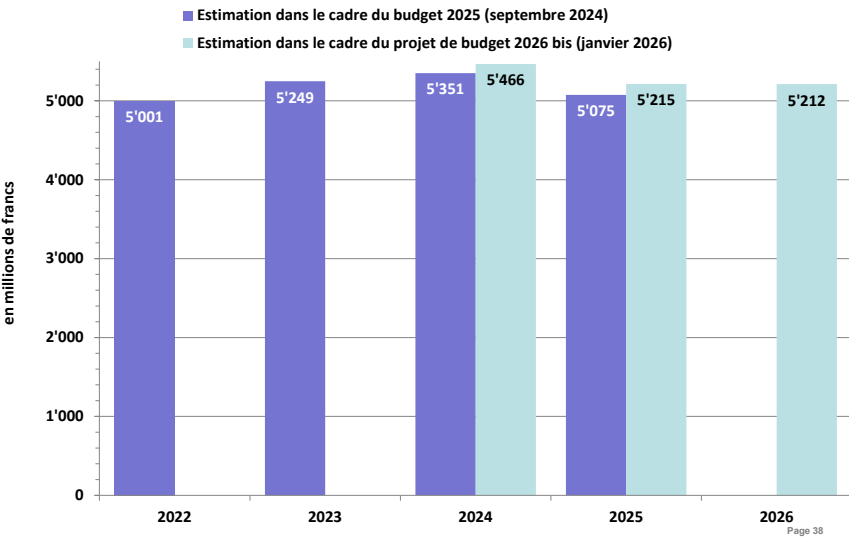
Comparaison du PB 2026bis – B 2025

	B 2025	PB 2026bis	Ecart
Date du questionnaire sur l'évolution du bénéfice	09.2024	01.2026	
Les montants sont exprimés en millions de francs			
Impôt sur le revenu et la fortune	4'958	5'103	+ 145
Impôt sur le bénéfice et le capital	2'015	1'814	- 201
Impôt immobilier complémentaire	254	234	- 19
Impôt s/ bénéfices et gains immobiliers	90	86	- 4
Produit de l'enregistrement et du timbre	310	310	-
Produit des successions et des donations	221	240	+ 19
Autres impôts cantonaux	132	120	- 11
Parts cantonales à des impôts fédéraux	882	918	+ 35
Impôts, taxes et droits	8'861	8'825	- 37

Page 37

6. Evolution des revenus fiscaux

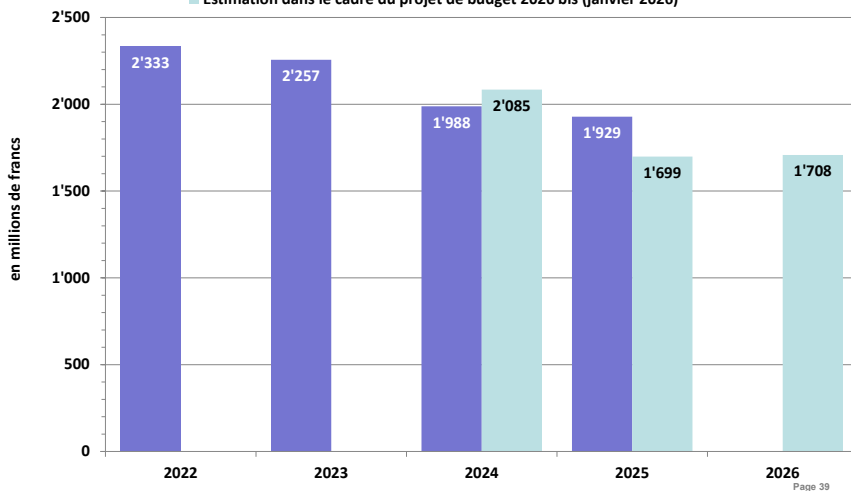
Impôt cantonal sur le revenu et la fortune des PP



6. Evolution des revenus fiscaux

Impôt cantonal sur le bénéfice et le capital des PM

- Estimation dans le cadre du budget 2025 (septembre 2024)
- Estimation dans le cadre du projet de budget 2026 bis (janvier 2026)



Page 39

6. Evolution des revenus fiscaux

Comparaison du PB 2026bis – B 2025

Baisse de **-37** millions de francs des revenus fiscaux entre B 2025 et PB 2026bis.

Variation alimentée par plusieurs facteurs :

- Réévaluation des impôts périodiques, sur la base d'une meilleure connaissance de 2023 et 2024 et hypothèses de croissance entre 2025 et 2026.
 - **impôt des personnes physiques** – situation meilleure que prévu par le modèle ;
 - **impôt sur le bénéfice** – péjoration probablement due aux droits de douane.
- Réévaluation des impôts non périodiques.
- Ajustements méthodologiques :
 - correctifs d'estimation :
 - montant de **+169** millions de francs dans le B 2025 ;
 - montant de **+208** millions de francs dans le PB 2026bis ;
 - supplément de **+39** millions de francs.
 - correction du biais dans les réponses des PM :
 - montant de **+148** millions de francs dans le B 2025 ;
 - montant de **+131** millions de francs dans le PB 2026bis ;
 - variation de **-17** millions de francs.
 - au total, variation de **+22** millions de francs.

Page 40

6. Evolution des revenus fiscaux

Comparaison du PB 2026bis – C 2025

	C 2025	PB 2026bis	Ecart
<i>Date du questionnaire sur l'évolution du bénéfice</i>	01.2026	01.2026	
<i>Les montants sont exprimés en millions de francs</i>			
Impôt sur le revenu et la fortune	5'119	5'103	- 16
Impôt sur le bénéfice et le capital	1'876	1'814	- 62
Impôt immobilier complémentaire	242	234	- 8
Impôt s/ bénéfices et gains immobiliers	117	86	- 31
Produit de l'enregistrement et du timbre	307	310	+ 3
Produit des successions et des donations	284	240	- 44
Autres impôts cantonaux	119	120	+ 1
Parts cantonales à des impôts fédéraux	964	918	- 46
Impôts, taxes et droits	9'028	8'825	- 203

Page 41

6. Evolution des revenus fiscaux

Comparaison du PB 2026bis – C 2025

Écart important de **-203** millions de francs entre les comptes 2025 et le PB 2026bis.

Facteurs explicatifs :

- Évaluation des revenus fiscaux en janvier 2026, aussi bien pour les comptes 2025 que pour le PB 2026bis.
- Correctifs d'estimation très importants dans les comptes 2025.
- Montants extraordinaires dans les comptes 2025 pour certains impôts non périodiques.
- Ralentissement de la dynamique des revenus fiscaux.

Page 42

6. Evolution des revenus fiscaux

PB 2026 – PB 2026 amendé – PB 2026bis

	PB 2026	Ecart	PB 2026 amendé	Ecart	PB 2026 bis
<i>Date du questionnaire sur l'évolution du bénéfice</i>	01.2025		09.2025		01.2026
<i>Date de présentation</i>	09.2025		11.2025		03.2026
<i>Les montants sont exprimés en millions de francs</i>					
Impôt sur le revenu et la fortune	5'069	- 39	5'030	+ 72	5'103
Impôt sur le bénéfice et le capital	1'962	- 172	1'790	+ 23	1'814
Impôt immobilier complémentaire	248	- 0	248	- 14	234
Impôt s/ bénéfices et gains immobiliers	86	-	86	-	86
Produit de l'enregistrement et du timbre	310	-	310	-	310
Produit des successions et des donations	240	-	240	-	240
Autres impôts cantonaux	120	-	120	-	120
Parts cantonales à des impôts fédéraux	943	- 44	899	+ 18	918
Impôts, taxes et droits	8'979	- 254	8'724	+ 100	8'825

Page 43

7. Risques et incertitudes

- Dépendance des revenus fiscaux d'un faible nombre de contribuables.
- Forte variabilité en cas de fluctuations économiques, de changements dans les stratégies, notamment des entreprises, ou de survenance de risques géopolitiques.
- Difficulté à prévoir les revenus fiscaux à moyen et à long terme.
- Modification des hypothèses de croissance.
- Examen de la validité des modèles de prévision, recherche de méthodes alternatives.

Page 44

7. Risques et incertitudes

Concentration de l'impôt

- Le **1%** des contribuables avec l'impôt le plus élevé représentent :
 - **37,9%** de l'impôt cantonal sur le revenu ;
 - **70,3%** de l'impôt cantonal sur la fortune ;
 - **91,6%** de l'impôt cantonal sur le bénéfice ;
 - **83,6%** de l'impôt cantonal sur le capital.

(Année fiscale 2023)

Page 45

7. Risques et incertitudes

Concentration de l'impôt des PM

- Secteurs-clé de l'économie genevoise :
 - commerce de gros ;
 - activités financières, assurances ;
 - horlogerie.
- Jusqu'en 2019, les trois secteurs représentaient entre **60%** et **65%** de l'impôt cantonal sur le bénéfice.
- Depuis 2020, avec l'abolition des statut fiscaux :
 - forte augmentation de la part du commerce de gros, dépassant **35%**, voire **50%**, selon l'année fiscale ;
 - part des trois secteurs dépassant les **2/3** de l'impôt cantonal sur le bénéfice et frôlant même les **80%**, selon l'année fiscale.

Page 46

7. Risques et incertitudes

Concentration de l'impôt des PM

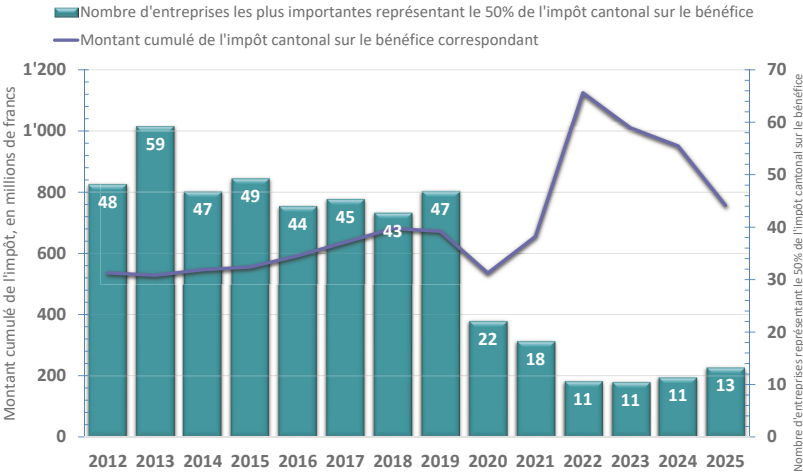
Part des branches dans l'impôt cantonal sur le bénéfice	2024	2025	2026
Construction	1.0%	1.1%	1.2%
Industrie manufacturière (hors chimie et horlogerie)	0.9%	1.0%	1.0%
Industrie chimique et pharmaceutique	0.5%	0.7%	0.8%
Horlogerie	13.7%	15.1%	15.1%
Transports, information et communication	4.9%	4.8%	3.0%
Commerce de gros	38.4%	35.5%	34.0%
Commerce de détail, entretien et réparation d'automobiles	1.2%	1.2%	1.3%
Hébergement et restauration	0.3%	0.3%	0.4%
Activités financières, assurances	19.5%	19.5%	21.1%
Activités immobilières	2.8%	2.9%	3.2%
Activités de conseil et de service	10.3%	12.9%	14.0%
Autres branches	6.5%	4.7%	5.0%
	100.0%	100.0%	100.0%

Page 47

7. Risques et incertitudes

Concentration de l'impôt des PM

Evolution du nombre d'entreprises les plus importantes représentant le 50% de l'impôt cantonal sur le bénéfice (situation à fin janvier 2026)



Page 48



2.2

Charges de personnel et postes

Page 49



2.2.1

Charges de personnel *En francs*

Page 50

Charges de personnel 2026-bis

Principales variations – nature 30 – 1/2

Les charges de personnel représentent 3,027 milliards de francs et augmentent de :

0,9% (+28 millions) par rapport au Budget 2025

0,6% (+17 millions) par rapport au Budget 2025 + Crédits Supplémentaires

Les éléments suivants sont les principaux facteurs de variation :

□ Au niveau des variations d'ETP :

- **Coûts induits en 2026 des nouveaux postes 2025** (+24,2 millions)
- **ETP 2025 votés en crédits supplémentaires** (+12.0 millions sur 2026) au moment de l'élaboration du PB principalement destinés aux politiques suivantes :
 - F Formation (+9,6 millions)
 - H Sécurité (+1,6 million)
 - J Justice (+ 1,0 million)
 - I Impôts (+0.6 million)
- **Autres postes 2026 : Effectifs d'élèves et financés** (+12.8 millions sur 2026 et +7,2 millions induits sur 2027) principalement destinés aux politiques suivantes :
 - L Economie et emploi (+5.2 millions)
 - B États-majors et prestations transversales (+1,8 million)
 - H Sécurité et population (+1,3 million)
 - J Justice (+1,0 million)
 - F Formation (+0,8 million)

Page 51

Charges de personnel 2026-bis

Principales variations – nature 30 – 2/2

□ Au niveau des charges salariales transversales :

- Les autres principaux facteurs de la hausse :
 - **Effet induit annuité 2025** (+8,9 millions)
 - **Modifications légales AVS et évaluations fonctions** (+2,1 millions)
 - **Caisses de pensions gérées par l'Etat** (+0.5 million)
- Ces augmentations sont compensées par des baisses de charges ou des mesures d'économie :
 - **Effet Noria** (-31.9 millions)
 - Taux LAA et LAMat (-0.9 million)

Page 52

Charges de personnel 2026-bis

Mécanismes salariaux – nature 30 et 36

- Les mécanismes salariaux sont constitués :
 - de l'annuité (bloquée pour l'année 2026)
 - de l'effet Noria
 - de l'indexation (à 0% dans l'attente du taux définitif)
- Ils sont budgétés pour le Petit Etat en nature 30 et pour les établissements subventionnés en nature 36 au prorata du taux de subventionnement.

(en millions de francs)	Nature 30	Nature 36	TOTAL
Effet induit annuité 2025	8.9	3.1	12.0
Effet Noria 2026	-31.9	-13.3	-45.2
Total	-23.0	-10.1	-33.2

Pour information

Mesure concernant l'Annuité 2026	-24.8	-35.1	-59.9
----------------------------------	-------	-------	-------

Page 53

Charges de personnel 2026-bis

Historique des mécanismes salariaux

Les mécanismes salariaux inscrits au PB2026 concernent :

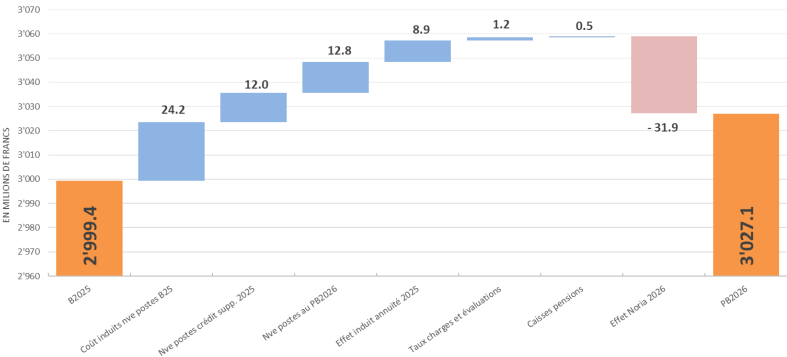
- Non octroi de l'annuité
- Aucune indexation

Exercice	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	PB2026-bis
Annuité	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Indexation	0%	0%	0% (indice 0.9%)	0%	0%	0% (indice 0.1%)	2.44% (indice 2.7%)	1% (indice 1.4%)	0% (indice 0.2%)	0% (indice 0.3%)

Page 54

Charges de personnel 2026-bis

Principales variations – nature 30 – +27.2 millions



Charges de personnel 2026-bis

Principales variations par politique publique – nature 30

en millions

Politique publique	Budget 2024	Budget 2025	Projet de Budget 2026	Ecart Projet budget 2026 vs Budget 2025	
				en francs	en %
A Autorités et gouvernance	49.3	49.7	49.6	-0.0	-0.1%
B Etats-majors et prestations transversales	269.7	274.1	277.9	3.8	1.4%
C Cohésion sociale	58.2	61.0	60.9	-0.2	-0.3%
D Culture, sport et loisirs	5.3	5.4	5.0	-0.4	-7.6%
E Environnement et énergie	46.0	46.3	46.7	0.4	0.8%
F Formation	1'492.6	1'525.9	1'539.7	13.9	0.9%
G Aménagement et logement	61.5	62.2	62.2	0.0	0.0%
H Sécurité et population	543.0	550.0	553.5	3.4	0.6%
I Impôts et finances	106.5	107.2	107.3	0.1	0.1%
J Justice	162.5	168.0	168.9	0.9	0.6%
K Santé	26.2	27.1	27.6	0.4	1.7%
L Economie et emploi	63.6	63.3	68.8	5.5	8.6%
M Mobilité	53.8	53.7	53.6	-0.1	-0.2%
N Energie	5.3	5.6	5.5	-0.1	-1.2%
Total Général	2'943.5	2'999.4	3'027.1	27.7	0.9%



2.2.2

Charges de personnel et postes (*en Equivalent Temps Plein – ETP*)

Page 57

Effectif du personnel 2026-bis Principales variations – (ETP permanents / auxiliaires / agents spécialisés)

La croissance des postes au PB est de **+231.8 ETP** (+1.2%).

Elle correspond à la décomposition suivante :

- les crédits supplémentaires 2025 adoptés (92.1 ETP)
dont 74.0 ETP en lien avec la démographie et la migration (DIP)
- l'augmentation des effectifs des élèves (68.8 ETP)
- les postes financés (71.8 ETP)
dont 24.8 ETP activés, 5.0 ETP avec des revenus liés et 47.0 ETP remboursés ou subventionnés

Page 58

Effectif du personnel 2026-bis

Principales variations par rapport au PB2026 initial

La croissance des postes au PB2026-bis est inférieure de **53,1 ETP**.

Les charges en francs sont quasiment inchangées (+0,5 million) suite à des mouvements qui se compensent :

- suppression de nouveaux ETP financés sur quelques mois en 2026 notamment sur les politiques B(-16), C(-15), F(-31), H(-11) et J(-12)
- légère baisse des taux LAA et LAMat
- les ETP en CS2025 (+92) ou pour l'OCE (+40) sont à financer sur 12 mois

Page 59

Effectif du personnel 2026-bis

Principales variations – (ETP permanents / auxiliaires / agents spécialisés)

- L'ensemble de ces nouveaux postes est détaillé dans le document transmis lors de cette présentation :

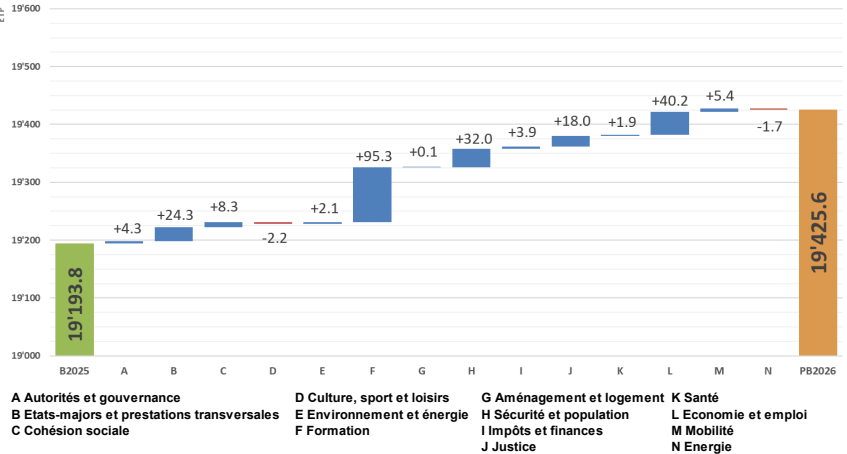
Valorisation des nouveaux postes 2026 par département et programme :

Répartition des effectifs postes 2026 par département et programme											
	Départ.	Prog.	Descriptif	Classe	Libellé de la fonction	Type	Catégorie	ETP	Valorisation postes PB2026	Coût Institut 2027	
Crédits supp. adoptés											
02-DF	AD6		Dél pour la FAG	24	Attaché de direction	PAT	Agents spécialisés	1,0	184561	-	
				26	Attaché de direction	PAT	Auxiliaires	3,0	444281	-	
				21	Auxiliaire financier	PAT	Auxiliaires	1,0	161725	-	
03-DIP	F01		Maintenance des conditions cadres	11	Secrétaire	PAT	Permanents	2,9	300948	-	
				15	Conseiller social	PAT	Permanents	4,8	590076	-	
				20	Enseignant	ENS	Permanents	15,1	2782104	-	
				20	Enseignant	ENS	Permanents	8,7	509988	-	
				10	Assistant socio-éducatif	PAT	Auxiliaires	1,0	89549	-	
				15	Éducateur	PAT	Auxiliaires	6,4	49573	-	
						Permanents	23,8	2555544	-		
						Enseignant	ENS	Permanents	5,5	694194	-
						Psychologue	PAT	Permanents	5,1	789278	-
						Personnel thérapeutique encadrement	PAT	Permanents	0,6	92565	-
		Thérapeute	PAT	Permanents	2,4	371425	-				
F04			Maintenance des conditions cadres	5	Gardienn de nuit	PAT	Auxiliaires	1,0	80629	-	
				16	informer	PAT	Permanents	7,8	1012237	-	
				12	ASP assim	PAT	Permanents	5,0	627464	-	
04-DIN	H01	UDIPA - tâches d'encadrement de proximité.									
14-PI	A01	Selon courrier PJ - crédits suppl 2025									
				13	Personnel administratif	PAT	Permanents	7,0	786040	-	
				22	Personnel administratif	PAT	Permanents	1,0	151593	-	
Total Crédits supp. adoptés								92,1	12702165	-	
Effectifs élevés											
03-DIP	F01		Maintenance des conditions cadres	18	Enseignant	ENS	Permanents	15,6	4204611	1148576	
				20	Enseignant	ENS	Permanents	4,6	264183	369856	
				20	Enseignant	ENS	Permanents	34,7	1292560	2790004	
				15	Éducateur	PAT	Permanents	21,4	1108847	1552385	
				18	Enseignant	ENS	Permanents	18,3	959776	1345686	
F02			Maintenance des conditions cadres	20	Personnel thérapeutique encadrement	PAT	Permanents	3,9	252775	515385	
						Thérapeute	PAT	Permanents	1,5	96725	135415
							68,8	35854755	5396557		
Total Effectifs élevés											
04-DIN	B06	Crédit de personnel (F01) (recrutement et conditions cadres)									
				31	Spécialiste d'Accueil Informations 3	PAT	Recruteur	1,0	1217564	301544	

Effectif du personnel 2026-bis

Principales variations par politique publique +231.8 ETP

(ETP permanents / auxiliaires / agents spécialisés)



Effectif du personnel 2026-bis

Total Petit État – par politique publique

(ETP permanents / auxiliaires / agents spécialisés)

Politique publique	Budget 2024	Budget 2025	Projet de budget 2026	Ecart Projet de budget 2026 vs Budget 2025	
				en nombre de postes	en %
A Autorités et gouvernance	222.4	228.7	233.0	4.3	1.9%
B Etats-majors et prestations transversales	1'472.7	1'551.7	1'575.9	24.3	1.6%
C Cohésion sociale	440.2	457.5	465.8	8.3	1.8%
D Culture, sport et loisirs	29.9	30.8	28.6	-2.2	-7.1%
E Environnement et énergie	291.8	294.2	296.3	2.1	0.7%
F Formation	9'428.7	9'819.3	9'914.6	95.3	1.0%
G Aménagement et logement	388.6	394.4	394.5	0.1	0.0%
H Sécurité et population	3'628.7	3'669.7	3'701.7	32.0	0.9%
I Impôts et finances	799.0	803.5	807.4	3.9	0.5%
J Justice	889.4	910.2	928.2	18.0	2.0%
K Santé	166.0	175.5	177.4	1.9	1.1%
L Economie et emploi	437.1	433.6	473.8	40.2	9.3%
M Mobilité	388.1	387.0	392.4	5.4	1.4%
N Energie	34.2	38.0	36.3	-1.7	-4.5%
Total entités état	18'616.5	19'193.8	19'425.6	231.8	1.2%

Effectif du personnel 2026-bis

Total Petit État – par entités

(ETP permanents / auxiliaires / agents spécialisés)

ENTITES ETAT	Budget 2024	Budget 2025	Projet de budget 2026	Ecart Projet de budget 2026 vs Budget 2025	
				en nombre de postes	en %
CHA	124.1	125.0	125.8	0.7	0.6%
DF	1'132.0	1'174.5	1'175.9	1.4	0.1%
DIP	9'503.5	9'901.4	9'998.2	96.8	1.0%
Personnel administratif, technique et logistique	2'450.6	2'613.2	2'702.0	88.8	3.4%
Personnel enseignant	7'053.0	7'288.1	7'296.1	8.0	0.1%
DIN	4'318.7	4'395.6	4'452.1	56.5	1.3%
Personnel administratif, technique et logistique	2'129.2	2'193.1	2'235.6	42.5	1.9%
Personnel uniformé (police et pénitentiaire)	2'189.5	2'202.5	2'216.5	14.0	0.6%
DT	1'039.7	1'055.0	1'018.7	-0.6	-0.1%
DSM	594.4	600.4	607.7	7.3	1.2%
DEE	463.1	460.1	537.6	41.8	8.4%
DCS	501.9	520.7	529.8	9.1	1.7%
Total administration	17'677.2	18'232.6	18'445.6	213.0	1.2%
SGGC	24.3	24.3	24.3	-	0.0%
PJ	889.4	910.2	928.2	18.0	2.0%
Total admin. 3 pouvoirs	18'590.9	19'167.2	19'398.1	231.0	1.2%
CdC	25.6	26.7	27.5	0.9	3.2%
Total entités état	18'616.5	19'193.8	19'425.6	231.8	1.2%

Page 63

Effectif du personnel 2026-bis

Total Petit État – par type et catégorie

(ETP permanents / auxiliaires / agents spécialisés)

Par type :	B2024	B2025	PB2026	Ecart PB2026 vs. B2025	
				en nombre de postes	en %
Permanents	18'061.9	18'468.3	18'652.6	184.3	1.0%
Agents spécialisés	111.0	145.4	153.5	8.0	5.5%
Auxiliaires	443.7	580.1	619.6	39.5	6.8%
Total ETP	18'616.5	19'193.8	19'425.6	231.8	1.2%

Par catégorie :	B2024	B2025	PB2026	Ecart PB2026 vs. B2025	
				en nombre de postes	en %
Magistrats	174.0	174.0	175.0	1.0	0.6%
Personnel administratif, technique et logistique	9'200.0	9'529.2	9'738.0	208.8	2.2%
Personnel enseignant	7'053.0	7'288.1	7'296.1	8.0	0.1%
Personnel uniformé (police et pénitentiaire)	2'189.5	2'202.5	2'216.5	14.0	0.6%
Total ETP	18'616.5	19'193.8	19'425.6	231.8	1.2%

Effectif du personnel 2026-bis

Total Grand État – par entités

(ETP permanents / auxiliaires / agents spécialisés)

Entités contrôlées	Budget 2024	Budget 2025	Projet de budget 2026	Ecart Projet de budget 2026 vs Budget 2025	
				en nombre de postes	en %
UNIGE	3'207.1	3'241.2	3'247.5	6.4	0.2%
HUG	11'328.0	11'783.0	12'019.0	236.0	2.0%
HG	1'392.9	1'441.6	1'453.3	11.7	0.8%
IMAD	2'092.3	2'226.3	2'272.3	46.0	2.1%
AIG	1'007.0	1'036.0	1'034.3	-1.7	-0.2%
TPG	2'239.8	2'487.6	2'672.8	185.2	7.4%
SIG	1'626.0	1'631.0	1'701.0	70.0	4.3%
FdP	190.8	217.2	217.3	0.1	0.0%
FPLC	7.2	7.4	7.6	0.2	3.0%
FTI	53.5	51.6	52.0	0.4	0.8%
FIDP	48.6	51.1	54.9	3.8	7.4%
FIPOI	63.2	62.3	62.3	-	0.0%
Palexpo	195.0	195.0	207.8	12.8	6.6%
Ports Franks	27.4	27.4	27.4	-	0.0%
EPI	794.4	810.2	812.2	2.0	0.2%
Fondation PAV	10.6	12.8	17.6	4.8	37.5%
Total entités contrôlées	24'283.7	25'281.6	25'859.3	577.6	2.3%

Autres subventionnés	Budget 2023	Budget 2024	Projet de budget 2025	Ecart Projet de budget 2025 vs Budget 2024	
				en nombre de postes	en %
HES	1'170.7	1'209.1	1'234.3	25.2	2.1%
EMS	4'129.1	4'137.1	4'226.5	89.5	2.2%
Total autres subventionnées	5'299.8	5'346.1	5'460.8	114.7	2.1%

2.3

Péréquation financière

inter-cantonale (RPT)



Instruments de péréquation financière

La péréquation financière repose sur **deux éléments principaux** :

1. Péréquation des ressources:

- vise à réduire les disparités en termes de capacités financières;
- financée par la Confédération et les cantons dits à « fort potentiel de ressources »;
- les cantons dont le potentiel est le plus faible atteignent après péréquation une dotation minimale de 86,5 % de la moyenne nationale.

2. Compensation des charges

- dédommage les cantons des charges excessives sur lesquelles ils n'ont pas prise : coûts liés à la structure de la population ou à la fonction de centre (« facteurs socio-démographiques ») et coûts liés à l'altitude du territoire ou à la faible densité de population (« facteurs géo-topographiques »);
- financée par la Confédération.

Page 67

Instruments de péréquation financière

Mesures temporaires :

1. Compensation des cas de rigueur:

- mesure d'accompagnement de la réforme de 2008 pour qu'aucun canton à faible potentiel ne voie sa situation financière se dégrader en raison du changement de système;
- le montant initialement versé diminue chaque année de 5 % de 2016 à 2034;
- financée pour deux tiers par la Confédération et pour un tiers par les cantons selon leur population.

➤ Le canton de Genève participe au financement

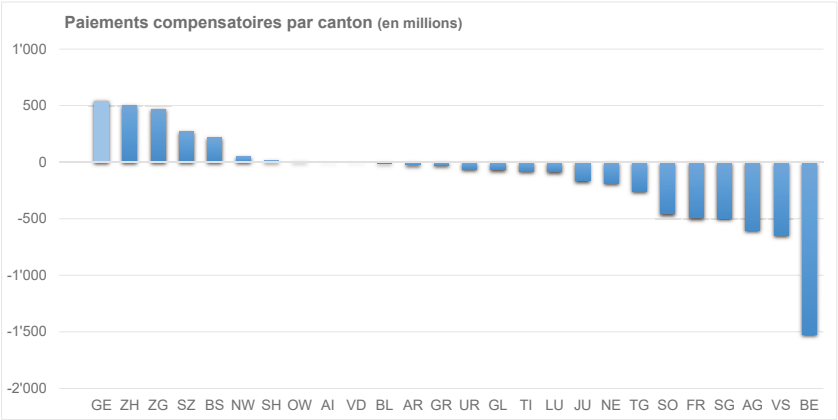
2. Des contributions complémentaires, en lien avec la réforme fiscale et du financement de l'AVS (RFFA):

- introduites à partir de 2024;
- pendant six ans, 180 millions supplémentaires par an sont versés par la Confédération pour atténuer les conséquences des modifications de la péréquation des ressources découlant de cette réforme.

➤ Le canton de Genève n'est pas concerné

Page 68

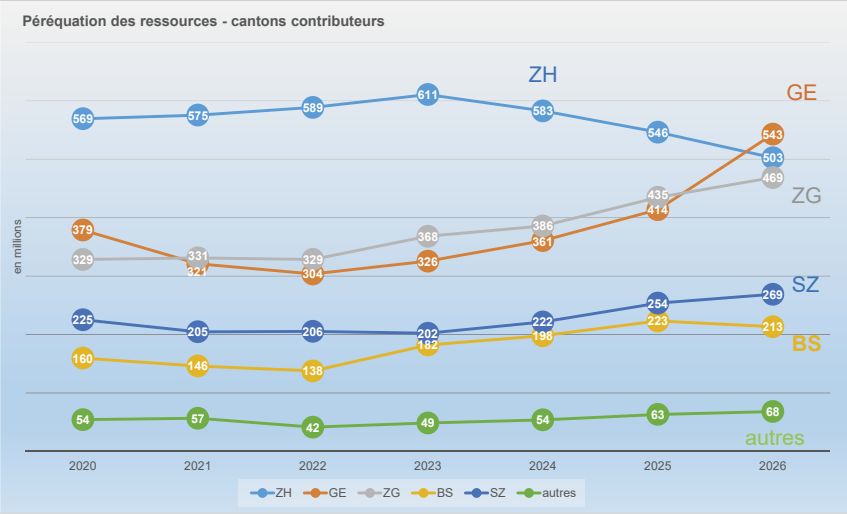
Péréquation des ressources



Chiffre positif = montant versé par un canton; Chiffre négatif = montant reçu par un canton

Le canton de Genève devient en 2026 le premier canton contributeur à la péréquation intercantonale des ressources 543 millions de francs.

Péréquation des ressources



Péréquation des ressources

Années de référence prise en compte dans le calcul

Année de référence	Année de calcul		
2026	2020	2021	2022
2027	2021	2022	2023
2028	2022	2023	2024
2029	2023	2024	2025

Le potentiel de ressources d'une année de référence est égal à la moyenne de l'assiette fiscale agrégée de trois années consécutives (années de calcul).

La première année de calcul remonte à six ans et la dernière à quatre ans avant l'année de référence.

Péréquation des ressources

(Charge pour le canton de Genève)

(en millions de francs)	2026	2025	Ecart
Contribution Canton de Genève	543	414	129
Péréquation des ressources (nat 36)	543	414	129

La contribution à la péréquation des ressources intercantonale représente une charge de 543 millions pour le canton de Genève en 2026, soit une augmentation de 129 millions en comparaison à 2025.

Péréquation des ressources

Revenus des frontaliers

Les revenus déterminants pour l'imposition à la source sont inclus dans l'assiette fiscale agrégée.

Le revenu déterminant pour l'imposition à la source est calculé sur la base du relevé annuel des salaires bruts des personnes physiques imposées à la source.

Suite à une demande de cantons frontaliers (GE, BS, TI), un facteur de pondération « delta » a été introduit en 2012 .

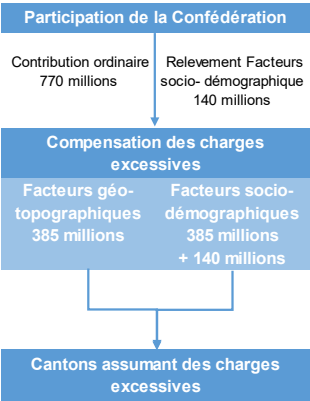
Ce facteur permet de réduire la prise en compte de ces revenus de 100% à 75%.

Ce taux résulte d'un compromis politique.

Page 73

Compensation des charges

(Revenu pour le canton de Genève)



La compensation des charges excessives est entièrement financée par la Confédération.

Facteurs géo-topographiques :

Les cantons devant supporter des charges excessives en raison de l'altitude de leur territoire, de la déclivité du terrain ou de la structure de leur habitat bénéficient de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques.

Facteurs socio-démographiques :

Les cantons devant supporter des charges excessives en raison de la structure de leur population ou de leur fonction de ville-centre bénéficient de la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques.

Compensation des charges

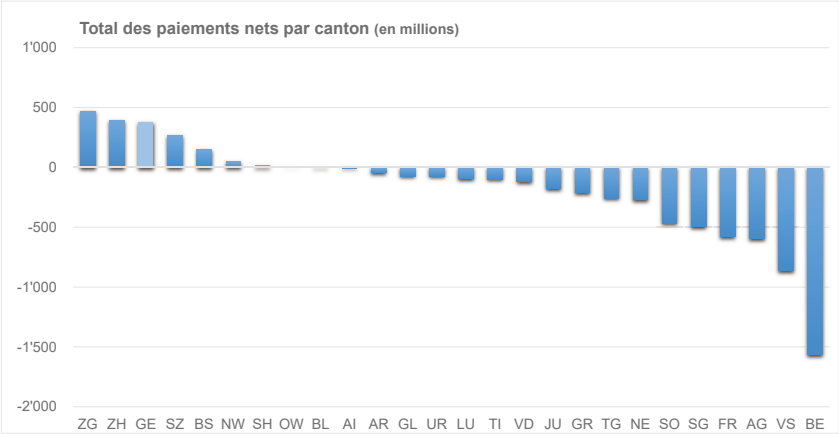
(Revenu pour le canton de Genève)

(en millions de francs)	2026	2025	Ecart
Facteurs géo-topographiques	-	-	-
Facteurs socio-démographiques	168	164	4
Compensation des charges excessives (nat 46)	168	164	4

Genève est le premier canton bénéficiaire de la compensation des charges en 2026 devant les Grisons 145 millions (géo-topographique), Vaud 123 millions et Zurich 120 millions.

Péréquation financière nette

Montants globaux en francs

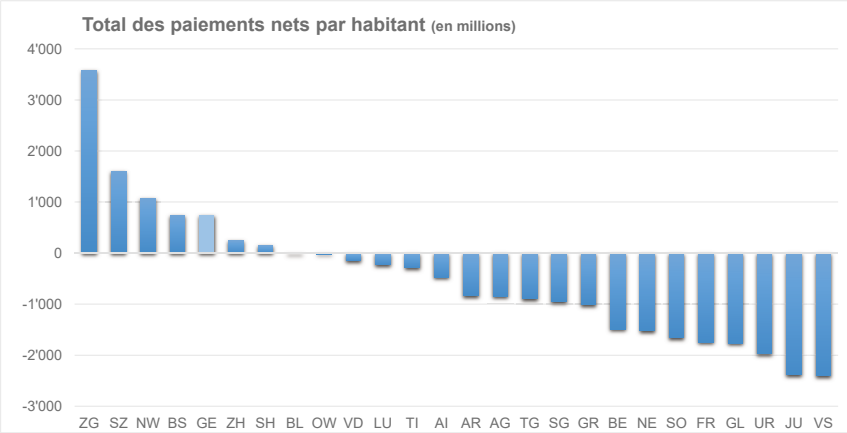


Chiffre positif = montant versé par un canton; Chiffre négatif = montant reçu par un canton

En 2026, le canton de Genève est le 3^{ème} contributeur net après les cantons de Zurich et de Zoug.

Péréquation financière nette

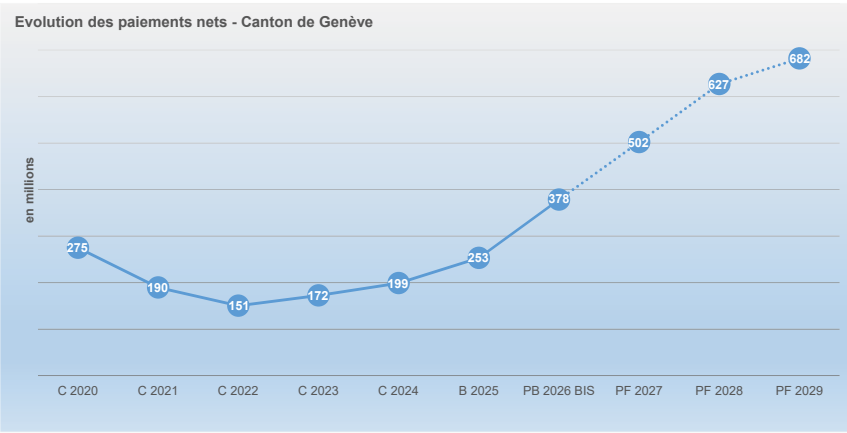
Paielements nets par habitant



Chiffre positif = montant versé par un canton; Chiffre négatif = montant reçu par un canton

Péréquation financière nette

(Charge pour le canton de Genève)



Péréquation financière nette
du B 2025 au PB 2026 bis

(en millions de francs)	PB 2026 bis	Bu 2025	Ecart
4 Revenus	168	164	4
Compensation des charges excessives (nat 46)	168	164	4
3 Charges	546	417	129
Péréquation des ressources (nat 36)	543	414	129
Compensation des cas de rigueur (nat 36)	3	3	0
Impact net	-378	-253	-125

Page 79

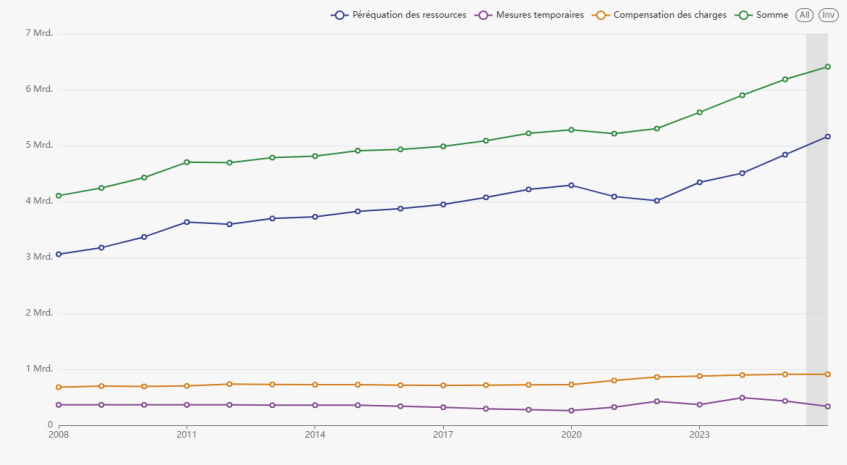
Péréquation financière nette
du PB 2026 au PB2026 bis

(en millions de francs)	PB 2026 bis	PB 2026	Ecart
4 Revenus	168	168	-
Compensation des charges excessives (nat 46)	168	168	-
3 Charges	546	437	109
Péréquation des ressources (nat 36)	543	434	109
Mesure de Conseil d'Etat - participation des communes (20%)	-	-109	109
Compensation des cas de rigueur (nat 36)	3	3	-
Impact net	-378	-270	-109

Le PB 2026 tenait compte d'une mesure du Conseil d'Etat (PL 13663) proposant une participation des communes à la péréquation des ressources de 109 millions.

Évolution des montants compensatoires

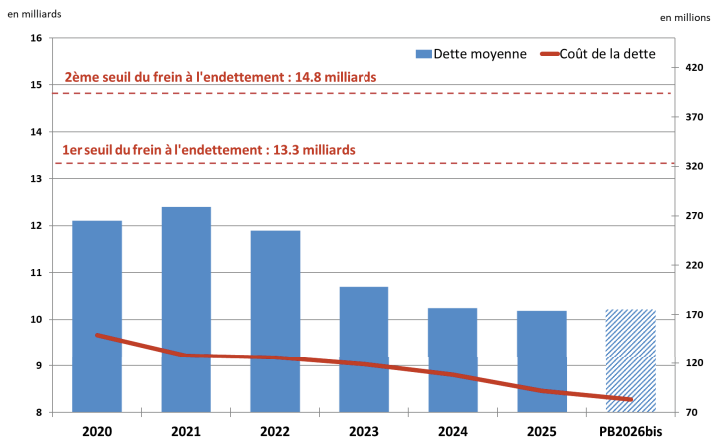
Évolution des dotations



2.4

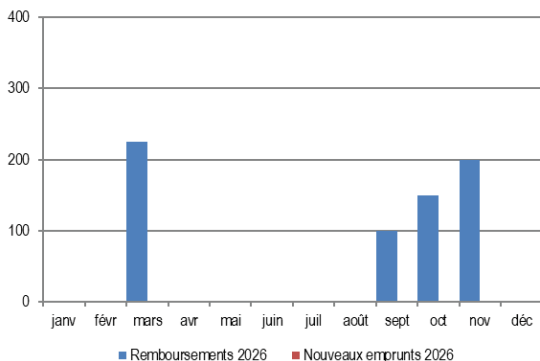
Dette

Évolution de la dette moyenne



Page 83

Échéances importantes 2026



Page 84

Stratégie en matière de gestion de la dette

Objectifs du programme I03

Objectif de taux en 2026 : 1.00%

Objectifs de structure :

- proportion *maximale* des emprunts à **court terme : 25%**;
- proportion *maximale* des emprunts à **taux variable : 30%**.

Objectif de stabilisation :

- planification des échéances : lissage de l'échéancier à long et très long terme.

Page 85

3.

Projet de budget des investissements 2026



Page 86

PB 2026 bis

Vue de l'ensemble des investissements

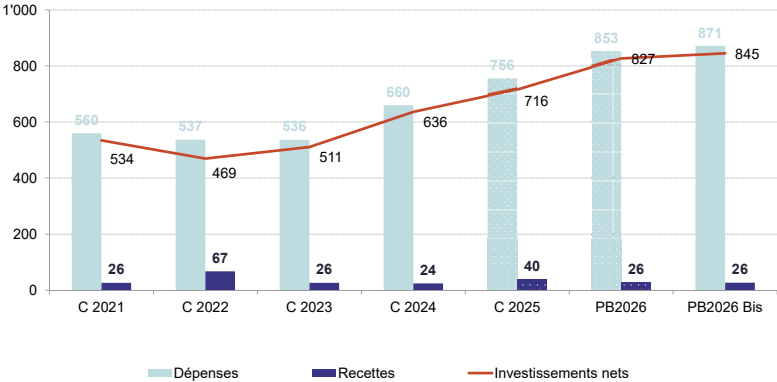
(en millions de francs)	B 2025	PB 2026 bis	Ecart
Dépenses d'investissement	756	871	116
Recettes d'investissement	40	26	-13
Investissements nets	716	845	129
Dépenses prêts du PA	16	20	4
Recettes prêts du PA	6	14	8
Prêts du PA nets	9	5	-4

Page 87

PB 2026 bis

Historique et évolution des investissements

en millions de francs



Page 88

Les modifications apportées par le PB 2026 bis

- L'acquisition dû bâtiment CV2 pour le compte de l'Université de Genève (+35 millions)
- La suppression de projets sans bases légales en force à fin mars 2026 (-20 millions).

L'ensemble des modifications mène a une augmentation de 15 millions des dépenses d'investissement (aucun impact sur les recettes).

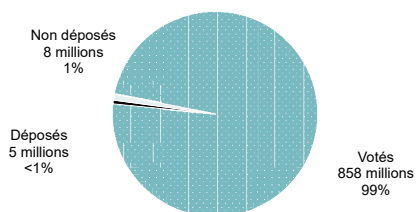
Département des Finances
Direction générale des finances de l'Etat

Page 89

PB 2026 bis Composition

Le projet de budget 2026 bis est constitué de :

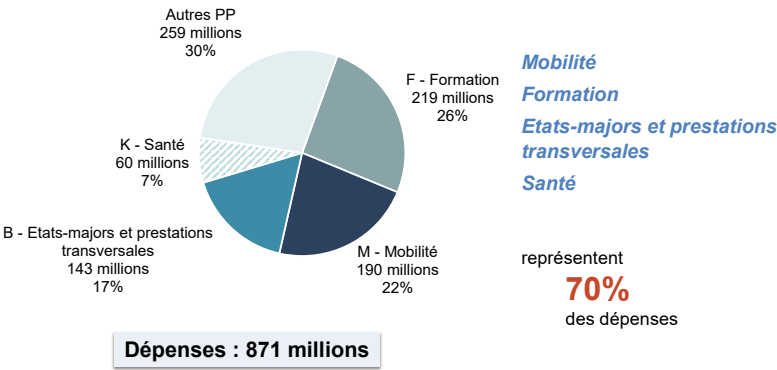
- 99% de crédits d'investissements votés ;
- <1% de PL déposés au Grand Conseil (3 PL) ;
- 1% de projets non déposés au Grand Conseil (4 projets) ;



* Situation au 15/03/2026

PB 2026 bis

Dépenses par politique publique



Page 91

PB 2026 bis - Principaux investissements*

10 projets
d'investissement
représentent
38% des dépenses
planifiées pour 2026,
soit 330 millions
sur 871 millions.

Projets (en millions de francs et %)	Politique publique	PB 2026 bis	
Construction lignes de transports publics	M	62	7%
Efficience énergétique et transition écologique bâtiments	B	57	7%
Projets d'agglomération	M	44	5%
Construction de logements d'utilité publique	G	35	4%
UNI - Acquisition et transformation bâtiment CV2 - subvention	F	35	4%
ES II à Meyrin (Ecole Noëlla Rouget)	F	22	3%
Electrification de la flotte de véhicules des TPG	M	20	2%
Nouvelle patinoire du Trèfle-Blanc	C	20	2%
Extension de 7 Cycles d'orientation	F	18	2%
Rénovation d'Uni Bastions	F	18	2%
Total		330	38%

* hors crédits de renouvellement



Merci de votre attention !

Date de dépôt : 26 mai 2026

RAPPORT DE LA PREMIÈRE MINORITÉ

Rapport de François Baertschi

Le groupe MCG est opposé à un refus expéditif du budget 2026 bis. Tout d'abord parce que cela ne correspond pas à l'esprit de la loi. Mais surtout parce que les douzièmes provisoires ne sont pas satisfaisants.

Le groupe MCG veut entrer en matière pour lui apporter des modifications. Nous devons faire notre travail de députés.

L'annuité doit être accordée

Il est insupportable de refuser les annuités comme le prévoit le Conseil d'Etat. C'est irrespectueux de la fonction publique et cela n'est pas conforme à la parole donnée.

Le MCG a toujours été opposé aux dispositifs sournois qui mettent en cause l'annuité et les autres mécanismes salariaux. Nous sommes favorables à la défense des acquis salariaux autant dans le privé que dans le public.

Pour ce faire, nous proposons un amendement rétablissant intégralement l'annuité.

Rappelons-nous ce que nous avons vécu ces dernières années avec des budgets largement déficitaires qui débouchaient sur de confortables excédents au moment des comptes. Pour l'année 2025 qui affichait une perte prévisible dépassant les 200 millions, nous nous retrouvons avec un excédent de 50 millions.

480 millions à la France, des miettes aux Genevois

N'oublions pas les 480 millions de francs que nous versons chaque année à la France, ni la hausse continue des centaines de millions que Genève doit verser aux autres cantons.

N'écartons pas la pression insupportable des frontaliers permis G sur le marché de l'emploi qui crée de la précarité. Ni la présence abusive de frontaliers permis G employés par l'Etat de Genève dans des postes administratifs.

Ce n'est pas aux habitants de Genève de se serrer la ceinture abusivement. Nous sommes déjà le canton dont les habitants disposent des revenus les moins élevés, comme l'indique une étude de 2021 publiée par une grande banque qui le dit très clairement.

Il y a beaucoup à redire sur ce budget bis et il n'est pas question pour le MCG de l'accepter en l'état. C'est pourquoi le groupe MCG entrera en matière afin de l'examiner de manière approfondie.

Nous invitons dès lors le Grand Conseil à accepter d'étudier le budget bis sérieusement et à faire notre travail de députés.

Proposition d'amendement général

Nature 30 : + 40 millions

Nature 36 : + 20 millions

Nature 31 : – 60 millions

EXPOSE DES MOTIFS

Ajout de l'annuité 2026 qui est supprimée de manière scandaleuse.

Le projet de budget 2026 bis risquant d'être refusé en plénière, nous voudrions le modifier avec de nombreuses modifications, notamment l'ajout de l'annuité 2026, objet de l'amendement.

Nous proposons un amendement général qui finance l'annuité 2026 en prenant ce montant sur la nature 31 (biens et services) et en l'ajoutant aux natures 30 (petit Etat) et 36 (grand Etat). N'ayant pas pu examiner le budget en commission, nous sommes contraints de donner des montants très approximatifs qui pourront être affinés dans la suite des débats.

Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

RAPPORT DE LA DEUXIÈME MINORITÉ

Rapport de Pierre Eckert

Nous remercions, tout d'abord, le Conseil d'Etat et son administration d'avoir en peu de temps établi un nouveau budget pour l'année 2026 suite au refus d'une majorité de ce parlement au mois de décembre dernier d'entrer en matière sur la proposition initiale.

Examinons d'abord les différences entre le budget initial et ce budget bis

Pour ce qui est des charges, nous sommes conscients du fait que le Conseil d'Etat avait déjà procédé à divers arbitrages au printemps 2025 lors de l'exercice budgétaire habituel. Il était donc impossible dans le laps de temps si court qui était donné de recommencer l'entier du travail, qui aurait par ailleurs impliqué d'importantes ressources de personnel.

Si nous étions entrés en matière sur le budget initial, c'est que nous y trouvions un certain nombre d'avancées. Par exemple du point de vue des postes (nature 30), on voyait des ressources supplémentaires pour l'OCSIN permettant de concrétiser les lois d'investissements votées, d'autres permettant d'accélérer la transition énergétique, et aussi des postes nécessaires à la pédagogie spécialisée, des postes pour la police permettant de répondre aux défis sécuritaires du canton.

Pour ce qui est des subventions (nature 36), il y avait des augmentations significatives et nécessaires pour l'aide sociale par l'intermédiaire de l'Hospice général, pour le soutien aux institutions s'occupant de personnes handicapées ou de foyers pour les jeunes (FOJ) et pour les soins à domicile avaient été prévues. Mais on trouvait aussi des subventions pour la Genève internationale, pour des bourses d'études, pour le soutien à la culture, pour l'Université de Genève ou encore pour l'innovation technologique.

Le niveau d'investissement est maintenu à un niveau élevé

Cependant, ce travail sur les charges comportait déjà des mesures d'économies très discutables, comme le refus de scolariser les élèves habitant

en France voisine, l'abaissement du forfait d'intégration ou la suspension de l'annuité et de l'indexation pour la fonction publique. Une entrée en matière nous aurait toutefois permis d'introduire un certain nombre d'amendements d'amélioration.

Pour le budget bis, les chiffres ont été adaptés, souvent à la hausse en fonction des charges constatée avec un recul de 6 mois supplémentaires et en partie en fonction des comptes 2025. Cette augmentation de charges d'environ 88 millions de francs correspond de fait à une adaptation à la réalité observée, mais à aucune prestation supplémentaire ni à aucune amélioration par rapport au budget initial.

Venons-en aux recettes. Globalement, elles étaient projetées à 10 832 millions de francs lors de la présentation du budget en septembre 2025, puis à 10 551 millions de francs lors de la nouvelle évaluation de novembre 2025 et enfin à 10 729 millions de francs dans ce budget bis. On voit donc des fluctuations de plus de 150 000 francs, principalement dues à l'évaluation très fluctuante de recettes des personnes morales. Comme pour toutes ces dernières années, nous estimons que ces prévisions restent pessimistes et ne servent souvent que de prétexte à comprimer les charges. On notera d'autre part une nouvelle fois que la baisse de recettes est lourdement plombée par les baisses d'impôt votées à l'automne 2024.

Cette politique explicite de caisses vides mise en place par la droite conduit à une pression intense sur les charges et des intentions délétères d'économie. Les pistes présentées récemment dans le rapport du groupe de pilotage sur les mesures d'économies 2027-2029 sont extrêmement inquiétantes. La plus grande partie des pistes consiste « à demander à l'usager ou à une autre entité publique une participation plus importante au coût de la prestation financée par l'Etat ». Sous couvert de « mise à niveau », on y voit pêle-mêle la hausse des taxes universitaires, l'adaptation à la baisse d'un certain nombre de prestations sociales, la suppression de la gratuité Unireso pour les jeunes, l'augmentation du nombre d'élèves par classe ou encore la réduction du volume d'investissement. On est bien loin des promesses qui avaient été formulées par la droite lors de la baisse d'impôts de ne pas diminuer les prestations à la population. Nous avons à ce moment-là dit que ça allait faire mal, et ça va faire mal !

Tout comme pour le budget de l'automne 2025, nous entrerons en matière sur celui-ci également. Nous estimons tout d'abord qu'il est important que l'Etat se dote d'un budget. C'est l'un des rôles principaux de ce parlement que d'adopter chaque année un budget qui donne les orientations politiques pour l'année suivante. Nous sommes toutefois obligés de constater que la majorité va une fois de plus se défilier de cette responsabilité. Elle laissera l'Etat

poursuivre l'année en douzièmes et abandonnera aux 15 membres de la commission des finances la responsabilité de colmater les brèches béantes qui ne manqueront pas de se matérialiser pendant le reste de l'année. Ce n'est ni responsable ni démocratique.

Mesdames les députés, Messieurs les députés, faisons notre travail au profit de la République qui nous a confié sa destinée et acceptons l'entrée en matière sur ce projet de budget 2026 remanié.

Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

RAPPORT DE LA TROISIÈME MINORITÉ

Rapport de Matthieu Jotterand

Exercice inédit que voici : le traitement par le Grand Conseil d'un « budget bis » suite au refus du projet de budget 2026 et à l'entrée en vigueur il y a quelques années d'une loi contraignant le Conseil d'Etat à présenter un deuxième projet de budget au Grand Conseil en cas d'échec du premier à rencontrer une majorité.

Le résultat de l'exercice est mitigé. En effet, l'idée derrière la loi était d'inciter le Conseil d'Etat à tenter effectivement de chercher une majorité pour voter le budget, si ce n'est du premier coup, au moins du deuxième. Force est de constater, pour ce premier budget bis, que cette contrainte n'est pas pertinente lorsque le blocage provient plutôt d'un seul camp politique.

Ce budget bis qui n'aura été qu'effleuré par la commission des finances est donc le symbole malgré lui de l'échec de la double majorité de droite à gouverner les finances du canton de manière responsable.

En effet, hurler à la catastrophe financière imminente semble être la seule réelle boussole de la droite. Il est vrai que les « superprofits » du négoce sont derrière et que le coup de canif dans les recettes porté en novembre 2024 par ces mêmes partis politiques se fait ressentir, toutefois les comptes 2025 étaient bénéficiaires. De plus, la réserve conjoncturelle est bien garnie et le niveau de la dette est maîtrisé.

Nonobstant les faits et les chiffres, la droite n'a de cesse de répéter qu'il faudrait couper dans les prestations pourtant ô combien nécessaires à une population qui se précarise à mesure que les inégalités augmentent. Et alors qu'elle aurait les coudées franches pour mener à bien sa politique... surprise, elle n'ose pas le faire !

Alors, bien démunie de courage politique, une majorité s'en tient à refuser le budget afin de laisser l'augmentation du coût de la vie et la croissance démographique faire le « sale boulot » à petit feu. Dans ce contexte, l'obligation de présenter un budget bis n'y pouvait rien : Genève sera sans budget parce que celles et ceux qui tiennent les rênes en sont incapables.

Bien entendu, ce budget n'est pas celui dont nous rêvons à gauche. Il manque cruellement de réponses à l'évolution de la société, notamment les besoins pour faire face à l'augmentation inquiétante de la précarité dans notre canton. Toutefois, porté par le sens des responsabilités qui lui incombent, le groupe socialiste a voté en commission l'entrée en matière sur ce budget bis.

Cela n'enlève rien à l'imposant travail qui serait resté nécessaire pour le rendre finalement conforme à nos attentes. L'ajout de l'annuité, des augmentations nécessaires dans le domaine de la culture, de l'enseignement et pour faire face à la précarité rampante susmentionnée ou encore dans le domaine des mesures de protection de l'enfance étaient nécessaires, pour ne citer que quelques exemples.

Faute de majorité sur cette entrée en matière, nous considérons que le travail a été bâclé en commission et nous déplorons ce traitement express. L'audition des départements aurait été la moindre des choses, ne serait-ce que pour prendre en compte l'important travail des fonctionnaires, que l'on remercie pour cela.

La droite rêve de couper les prestations, bave en écoutant M. Zuin présenter les conclusions de son rapport, mais reste inconséquente dans le traitement de ce budget bis. Le groupe socialiste le déplore et continuera à se battre pour que le but de l'Etat de Genève soit de servir et d'accompagner la population et non de permettre aux plus riches de payer le moins d'impôts possible afin d'accroître de manière encore plus rapide et indécente leur fortune en roue libre, pendant que la précarité croît à vue d'œil dans une des régions pourtant les plus riches du monde.

Le groupe socialiste recommande donc d'entrer en matière sur ce projet de budget bis et, dans le cas où il serait suivi par une majorité, déposera une série d'amendements pour le traitement de celui-ci.